



Reconversion de Serkadji en musée

La Mémoire ressuscitée

La reconversion "prochaine" de la prison Serkadji en musée permettra enfin de livrer les secrets "enfouis" depuis des décennies dans cet établissement tristement réputé pour avoir été un "haut" lieu de torture morale des moudjahidine lors de la période coloniale.

Page 7

Selon le Département d'Etat

La Libye rejoint la coalition anti-Daech

Page 24



Par Nabil Benali

Le gouvernement Sellal va-t-il ser-
rer la ceinture en attendant que le
pétrole remonte ou veut-il vrai-
ment réformer l'économie ? C'est
la question qui divise classe politique et
économistes dans leur appréciation des
véritables intentions derrière la Loi de
finances 2017.

Le gouvernement a lancé les premières
mesures trahissant les effets de la crise
budgétaire, mais 2017 sera aussi l'année

Redressement des prix du pétrole

La réunion de la dernière chance

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) tiendra aujourd'hui, à Vienne (Autriche), une réunion décisive, celle de la dernière chance pour espérer redresser les prix de l'or noir sur les marchés internationaux.

Page 3



Secteur de l'habitat

Nouvelles mesures pour maîtriser les dépenses

Page 2



Loi de finances 2017

L'austérité sans les réformes ?

des réformes devant relancer le modèle économique de l'Algérie pour le rendre globalement plus compétitif. C'est ce que veut faire entendre le discours officiel qui reste, malheureusement, très peu audible. En effet, avec le package de mesures budgétaires et fiscales contenues dans la LF 2017, on ne peut pas dire que le moral des Algériens est au beau fixe, eux qui voient en cela de très mauvaises nouvelles pour l'année à venir durant laquelle même les opérateurs s'attendent à voir la consommation sérieusement ralentir. Ne parlons pas de l'épargne qui est déjà quasi nulle pour une majorité d'Algériens. Ce que le gouvernement Sellal n'a surtout pas pris le temps d'expliquer, c'est que la politique économique contenue dans le budget et la LF 2017, doit servir, non seulement à gérer moins d'argent mais à utiliser l'argent

autrement, dans le sens de l'assise d'une nouvelle économie. Peut-être qu'à trop parler durant deux décennies d'une économie diversifiée, pendant que le pays continuait de compter sur son pétrole, les autorités ont perdu un certain crédit et, pour ainsi dire, plus personne n'y croit encore. Le fait est que la voie engagée par la LF 2017 ne semble pas grandement encourageante et le pire ferait un effet boule de neige qui verrait les investisseurs et les consommateurs s'agripper davantage à leurs sous. C'est que le pays, malgré l'amélioration de son classement dans le doeing business de la Banque mondiale, par exemple, n'attire pas plus (ni moins peut-être aussi) d'investisseurs que par le passé, dans une sorte de statu quo structurel.

Page 4

Algérie-Tunisie

Renforcer la coopération économique

À Tunis, à l'occasion de la Conférence internationale sur l'investissement «Tunisia 2020», le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a réitéré hier, la volonté de l'Algérie d'apporter son soutien à la Tunisie, affirmant que les deux pays allaient renforcer leur coopération économique à l'avenir, à travers l'encouragement du partenariat et de l'investissement direct dans les deux pays.

Page 3



Education nationale

Pas de départ à la retraite avant le 31 août 2017

Alors que le dossier de la retraite continue de susciter la colère des travailleurs, notamment la suppression de la retraite anticipée pour les travailleurs qui ont cumulé 32 ans de service, le ministère de l'Éducation nationale a annoncé hier, qu'il n'y aura pas de départ à la retraite cette année et il faut attendre le 31 août 2017 pour pouvoir bénéficier de ce droit.



Par Leila Bensaid

L'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, M. Mouskam Nedjadi a annoncé hier sur les ondes de la Radio nationale la promotion de 45 000 enseignants et la fixation de la date du 31 août 2017 pour le départ à la retraite.

Pour la promotion des enseignants, il a expliqué que cette opération concernera le passage au grade d'enseignant formateur qui passera par une liste de qualification sans examen et d'autre part, il y aura le grade d'enseignant principal, dont certains passeront par une liste de qualification, alors que d'autres seront soumis à un examen professionnel prévu pour le 10 décembre prochain.

S'agissant des enseignants qui veulent partir à la

retraite, le représentant du ministère de l'Éducation nationale a indiqué que ces demandes ne peuvent être acceptées durant l'année en cours et qu'il faille attendre le 31 août 2017 pour leur admission.

Il est à noter que cette précision de ce responsable intervient dans un contexte difficile marqué par la protestation des syndicats autonomes, dont ceux de l'Éducation nationale contre la suppression de la retraite anticipée. Après leur sit-in à la Grande-Poste à Alger, le 27 novembre, le jour de l'examen du projet de loi sur la retraite à l'Assemblée populaire nationale, l'intersyndicale tiendra une nouvelle réunion le 5 décembre prochain alors que la séance de vote de ce texte est attendue pour aujourd'hui. Certains syndicalistes demandent une période de transition pour l'application des nouvelles

dispositions si elles sont maintenues dans la loi en question.

Par ailleurs, M. Nedjadi a parlé de l'étude d'évaluation et d'analyse entamée par le département ministériel de l'Éducation en 2015 et menée par un groupe d'inspecteurs, enseignants et universitaires qui ont examiné les copies des élèves, ont classifié les erreurs dans les matières principales, à savoir, la langue arabe, le français, les mathématiques, soulignant qu'il a été enregistré des difficultés dans les matières de langues lors des examens officiels.

Dans ce cadre, il a indiqué que 300 inspecteurs seront formés afin de mettre en place une stratégie nationale pour la prise en charge des différentes fautes constatées dans les copies des élèves à partir de janvier prochain. Il est question, selon le représentant du

ministère de l'Éducation nationale de permettre aux élèves de dépasser les difficultés d'apprentissage et mettre un terme au phénomène d'échec scolaire.

Selon M. Nedjadi, les difficultés d'apprentissage sont constatées chez les élèves du cycle moyen, vu qu'il s'agit d'un âge sensible comme étape d'adolescence et que l'élève n'a pas de compétences «fixes» pour comprendre les matières principales, d'où selon lui, l'amélioration de la formation d'élève durant le cycle primaire. Enfin, pour ce qui est de l'examen du baccalauréat 2017, il a affirmé que sur la base d'une étude approfondie, il était nécessaire de revoir la nature des sujets et les expliquer plus, en plus de la réduction de temps pour toutes les épreuves qui sont, selon lui, des mesures en faveur des candidats.

L.B.

Énergie solaire au Sud Réfléchir sur une stratégie d'approvisionnement

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, a mis l'accent dans la wilaya d'El Bayadh, sur la nécessité de réfléchir à une stratégie d'approvisionnement des collectivités locales au sud du pays en énergie solaire et réduire les dépenses de l'Etat en matière de consommation d'électricité. S'exprimant lors de l'inspection du projet d'une centrale solaire dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh (110 km d'El Bayadh), le ministre a indiqué que les projets d'exploitation de l'énergie solaire permettront de réduire les dépenses de l'Etat en ce qui concerne plusieurs autres opérations de développement, à l'instar du pompage des eaux de forages en zones éloignées et de l'accompagnement des projets d'investissement agricole au Sud. M. Bedoui a, en outre, insisté sur l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine de l'énergie, de sorte à garantir plus de rationalité dans les dépenses publiques, avant de rappeler les énormes potentialités de l'Algérie en matière d'énergie solaire qui ne demandent qu'à être exploitées de façon optimale. Il a, dans ce cadre, exhorté les experts de l'entreprise allemande chargée de la réalisation de la centrale solaire de Labiodh Sidi Cheikh à explorer les possibilités de partenariat dans le domaine avec les collectivités locales dans le sud du pays. Lancé en 2014 sur une superficie de 39,2 ha, le projet de centrale solaire de Labiodh Sidi Cheikh a nécessité un financement de 4,75 milliards de DA, et offrira une capacité de production de 24 mégawatts. Première du genre à travers la wilaya d'El Bayadh et dont les travaux ont été achevés, elle devra être mise en exploitation prochainement avec l'installation de lignes de 60 kilovolts connectés au réseau national. Lors de son inspection du projet d'aménagement de la zone d'activités de Labiodh Sidi Cheikh, le ministre a mis en avant l'importance de ce genre d'infrastructures dans l'impulsion de la dynamique économique et la création d'emplois dans la région. Cette zone, première du genre au niveau de cette collectivité, couvre une superficie de 30 ha répartie en 154 lots destinés à accueillir des projets d'investissement. L'opération, pour laquelle a été allouée une enveloppe de 280 millions de DA, est actuellement à quelque 95% d'avancement de ses travaux et devra être réceptionnée avant la fin de l'année en cours avec pour objectif d'impulser la dynamique de développement économique dans la région, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a également inspecté, dans la même commune, le projet d'une piscine semi-olympique, dont le taux de réalisation avoisine les 72%, où il a appelé les responsables concernés à veiller à sa livraison (projet) dans les délais impartis pour le mettre à la disposition des clubs sportifs locaux et des jeunes de la région. M. Bedoui a, par ailleurs, effectué une visite de courtoisie au siège de la zaouia de la tariqa (confrérie) Chikhia ainsi que le mausolée du saint patron Sidi Abdelkader Ben Mohamed.

R. N.

Secteur de l'habitat

Nouvelles mesures pour maîtriser les dépenses

Par Sofiane Aït Mohamed

Pour rationaliser les dépenses publiques, le secteur de l'habitat a pris un certain nombre de mesures en supprimant, par exemple, certains financements complémentaires et restreindre l'utilisation des matériaux de construction.

Ces nouvelles mesures ont été annoncées lundi par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une rencontre d'évaluation ayant réuni les responsables du secteur, les directeurs centraux au ministère et les directeurs de wilaya. «En raison de la situation difficile que traverse le pays, il a été décidé de

conclure des transactions avec des maîtres de l'œuvre sans payer des avances fixées habituellement à 30% de la valeur de l'ouvrage», a précisé M. Tebboune. Il a été décidé dans ce sens de supprimer le financement des opérations complémentaires dans les projets de logement et des structures publiques à l'instar des opérations d'aménagement secondaires. Il est question également de poursuivre l'utilisation restreinte des matériaux de construction locaux dans les projets, ce qui a permis d'économiser près de 1,5 milliard de dinars durant l'année en cours, selon les chiffres des douanes. A l'exception du ciment et du rond à béton, il ne sera plus possible d'utiliser les matériaux de

construction importés, une politique qui a permis la création d'un «grand» nombre de petites et moyennes entreprises, a-t-il martelé. Les projets de logement continuent à occuper une place prioritaire dans les transferts sociaux décidés par l'Etat, selon M. Tebboune qui a déclaré : «Il est vrai que la situation financière actuelle est difficile, mais cela ne signifie pas que nous allons renoncer au programme de logements qui contribue à la consécration de la paix sociale». Après avoir souligné que tous les projets de logement seront maintenus, M. Tebboune a démenti les rumeurs selon lesquels ces projets ont été suspendus en raison

de difficultés financières, justifiant ses propos par le volume de la consommation financière du secteur qui a atteint, jusqu'à novembre, 426 milliards de dinars. Il a annoncé dans ce sens la distribution, en décembre prochain, de près de 40 000 unités selon les formules Aadl et LPP. Le ministre a, par ailleurs, évoqué la régularisation des constructions non conformes qui intervient en application de la loi 08-15, soulignant qu'un nouvel article serait introduit dans la Loi de finances 2017 inhérent à la prolongation des délais de cette opération à la fin 2017. «Certains citoyens croyaient que nous procéderons le 3 août à une large opération de

démolition, en raison d'une mauvaise compréhension de la loi. Cependant, nous continuerons de recevoir les dossiers de régularisation sans toutefois opter pour la démolition, à l'exception de certains cas bien précis, où la régularisation s'avère impossible». Le ministre a donné des instructions à tous les responsables de logements et de structures publiques non conformes pour veiller à régulariser leur situation avant la fin 2016. Par ailleurs, le ministre prévoit une baisse sensible des prix de location sur le marché immobilier à la faveur des opérations de livraison des programmes de type de location-vente (Aadl) et promotionnel public en 2017.

S.A.M.

Redressement des prix du pétrole

La réunion de la dernière chance

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) tiendra aujourd'hui, à Vienne (Autriche), une réunion décisive, celle de la dernière chance pour espérer redresser les prix de l'or noir sur les marchés internationaux.



Par M. Ait Chabane

En conséquence, ce sont tous les regards qui seront virés vers ce conclave qui dégagera la fourchette des prix du pétrole, du moins pour le court terme, dans un marché très instable. Les pays dont les économies dépendent entièrement de la rente pétrolière, à l'instar de l'Algérie, retiennent leur souffle, dans l'espoir d'une bonne option qui se dégagera depuis Vienne. L'Algérie elle, qui sera représentée par le ministre de l'Energie, sera au rendez-vous de l'Histoire, si l'accord de réduction de la production de pétrole, convenu à Alger le 29 septembre dernier, venait à être entériné. La proposition algérienne que le Comité d'experts de l'Opep a retenue pour être soumise à

la conférence ministérielle de cette organisation est basée globalement sur une réduction d'environ 1,1 million de barils par jour par l'Opep et une baisse de 600 000 barils/jour pour les pays hors Opep. A ce titre, la réunion du Cartel à Vienne se présente sous des auspices incertains, car rien n'augure d'un accord des membres de l'Opep sur une réduction de la production. Un scepticisme qui n'a pas manqué de déprimer les prix du pétrole sur le marché qui dégringolent à chaque fois qu'une petite hausse survienne. Néanmoins, l'optimisme est également permis, à se fier aux déclarations de certains pays de l'Opep, dont le ministre algérien de l'Energie, Noureddine Bouterfa. Ce dernier a multiplié les rencontres ces dernières semaines, en sillonnant

en un laps de temps aussi réduit les principaux grands producteurs, notamment l'Arabie Saoudite, le Qatar et l'Iran. La proposition algérienne tend, avec des efforts des pays Opep et non-Opep, à endiguer le déséquilibre entre une offre mondiale surabondante et une demande en progression modérée qui devrait perdurer jusqu'au premier semestre 2017. Après avoir rencontré plusieurs de ses homologues de pays Opep, M. Bouterfa s'était rendu lundi dernier à Moscou, en compagnie du ministre vénézuélien du Pétrole, Eulogio del Pino, où il avait eu des entretiens avec le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak. L'objectif étant d'obtenir de pays non-Opep (notamment la Russie, premier producteur mondial de pétrole) une coopération

et un engagement à soutenir l'accord d'Alger en ajustant leur production en faveur d'une stabilisation durable des marchés pétroliers. Qu'à cela ne tienne, la réunion de l'Opep de Vienne se présente tel un coup de poker, en ce sens qu'un échec est tout autant plausible qu'un succès. Le ministre de l'Energie a avisé qu'un éventuel échec pourrait affaiblir davantage les cours qui peinent actuellement d'atteindre le seuil psychologique des 50 dollars le baril. Ce sera, a-t-il averti, une sanction du marché qui pourrait conduire les prix à chuter en dessous du seuil des 40 dollars. En revanche, a-t-il avancé, un bon accord conduira «à stabiliser le marché et les prix autour d'une fourchette comprise entre 50 et 55 dollars», voire 60 dollars vers la fin de l'année».

M. A. C.

ANP

Séminaire sur les enjeux de la communication

Un séminaire sur «Les enjeux de la communication au sein de l'Armée nationale populaire» a été organisé, hier à Alger, par la direction de la communication, de l'information et de l'orientation de l'état-major de l'ANP, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Tenu sous l'égide du général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, l'ouverture des travaux a été donnée par le général-major, Madi Boualem, directeur de la communication, de l'information et de l'orientation de l'état-major de l'ANP.

Inscrit dans le cadre de la concrétisation du plan annuel de communication de l'ANP, ce séminaire vise à «mettre en exergue les enjeux de la communication au sein de l'ANP selon les objectifs assignés par le haut commandement de l'ANP, en mettant l'accent sur les axes de développement du processus communicationnel dans l'optique d'atteindre de meilleurs résultats».

Le séminaire vise également à «faire ressortir les mécanismes modernes de la communication interne et les efforts à fournir pour consolider les relations avec les médias».

Cette orientation a été confirmée par le général-major dans son allocution en déclarant que l'ANP «a toujours veillé à mettre en place une stratégie communicationnelle solide basée sur la prospective des événements et le développement de méthodes de travail à même de traiter les problématiques imposées par la situation instable prévalant sur nos frontières, avec ce que cela exige en termes de savoir-faire, de vigilance, de maîtrise et d'efficacité à la hauteur des objectifs majeurs auxquels fait face notre pays».

T. H.

Sellal s'entretient à Tunis avec Manuel Valls

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a eu un entretien hier à Tunis avec son homologue français Manuel Valls.

Cette rencontre, tenue à la demande de M. Valls, a eu lieu en marge de la conférence internationale sur l'investissement en Tunisie «Tunisia 2020» qui a regroupé hier et aujourd'hui plus de 2 000 participants d'une quarantaine de pays. Les discussions entre MM. Sellal et Valls se sont déroulées en présence, notamment du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, et du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouhouareb.

Cette rencontre a permis d'aborder les relations bilatérales et les questions d'intérêt commun.

R. N.

Algérie-Tunisie

Renforcer la coopération économique

Par Karima Nacer

ATunis, à l'occasion de la Conférence internationale sur l'investissement Tunisia 2020, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a réitéré hier, la volonté de l'Algérie d'apporter son soutien à la Tunisie, affirmant que les deux pays allaient renforcer leur coopération économique à l'avenir, à travers l'encouragement du partenariat et de l'investissement direct dans les deux pays.

«A l'avenir, l'Algérie et la Tunisie concentreront leurs efforts sur la coopération économique génératrice de richesses à travers

l'encouragement du partenariat et de l'investissement direct entre les opérateurs économiques et hommes d'affaires des deux pays en vue d'exploiter les opportunités de complémentarité et de compétitivité ainsi que d'autres domaines comme l'énergie, les matières premières, le système de production, le marketing, les capacités du marché local et la main-d'œuvre», a indiqué M. Sellal dans une allocution lors de la Conférence internationale sur l'investissement en Tunisie «Tunisia 2020».

Abdelmalek Sellal qui représentait le Président de la

République à cette conférence, a précisé que «l'Algérie n'a jamais failli à son devoir de solidarité avec la Tunisie par la conjugaison des efforts pour relever les défis de sécurité et de stabilité et l'appui du domaine économique et social à travers plusieurs mesures dont le maintien du flux touristique, la poursuite du développement dans les régions frontalières et la conclusion d'un accord préférentiel commercial».

Il a estimé, en outre, que la Tunisie «a ébahi le monde avec le succès de son processus pour la liberté et le développement tout en demeurant attachée aux

valeurs de la société et aux principes des droits de l'homme», soulignant que «ce qui a conféré davantage de crédibilité à ce processus est le sens de responsabilité du peuple tunisien et sa prise de conscience quant à la nécessité de préserver les acquis et les intérêts du pays».

«Il est naturel que l'Algérie s'adapte aux mutations qu'a connues la région et à l'évolution de la situation dans les pays voisins», a poursuivi le Premier ministre avant d'ajouter, que «cette étape est décisive dans l'histoire de la Tunisie et c'est pourquoi l'Algérie soutient le

peuple et le gouvernement tunisiens au regard des liens culturels et historiques et de la communauté du destin qui les lient».

Il a rappelé également que «la Tunisie est en mesure de surmonter les difficultés conjoncturelles pour contribuer ensemble, à l'édification de l'Union du Maghreb arabe (UMA)». Le Premier ministre est accompagné à Tunis du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, et du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouhouareb.

K. N.

Loi de finances 2017

L'austérité sans les réformes ?

Le gouvernement Sellal va-t-il serrer la ceinture en attendant que le pétrole remonte ou veut-il vraiment réformer l'économie ? C'est la question qui divise classe politique et économistes dans leur appréciation des véritables intentions derrière la Loi de finances 2017.



Par Nabil Benali

Le gouvernement a lancé les premières mesures trahissant les effets de la crise budgétaire, mais 2017 sera aussi l'année des réformes devant relancer le modèle économique de l'Algérie pour le rendre globalement plus compétitif. C'est ce que veut faire entendre le discours officiel qui reste, malheureusement, très peu audible. En effet, avec le package de mesures budgétaires et fiscales contenues dans la LF 2017, on ne peut pas dire que le moral des Algériens est au beau fixe, eux qui voient en cela de très mauvaises nouvelles pour l'année à venir durant laquelle même les opérateurs s'attendent à voir la consommation sérieusement ralentir. Ne parlons pas de l'épargne qui est déjà quasi nulle pour une majorité d'Algériens. Ce que le gouvernement Sellal n'a surtout pas pris le temps d'expliquer, c'est que la politique économique contenue dans le budget et la LF 2017, doit servir, non seulement à gérer moins d'argent mais à utiliser l'argent autrement, dans le sens de l'assise d'une nouvelle économie. Peut-être qu'à trop parler durant deux décennies d'une économie diversifiée, pendant que le pays continuait de compter sur son pétrole, les autorités ont perdu un certain crédit et, pour ainsi dire, plus personne n'y croit encore. Le fait est que la voie engagée par la LF 2017 ne semble pas grandement encourageante et le pire ferait un effet boule de neige qui verrait les investisseurs et les consommateurs s'agripper davantage à leurs sous. C'est que le pays, malgré l'amélioration de son classement dans le *doing business* de la Banque mondiale, par exemple, n'attire pas plus (ni moins peut-être aussi) d'investisseurs que par le passé, dans une sorte de statu quo structurel. Trop de temps a été perdu sans de véritables changements, ceux déjà véhiculés dans le discours du trio Temmar-Benachennou-Khelil que le

Président Bouteflika avait chargé, ce n'était pas si loin que cela, d'enclencher les réformes dites de deuxième génération. Mais le constat est là, l'entreprise algérienne, là où se crée la richesse et l'emploi, fonctionne de la même manière et dans le même environnement. Plutôt que de se développer et de profiter des potentialités du transfert technologique et de l'export, l'entreprise algérienne fait du surplace et vit en générant du déficit, car elle vit non pas du PIB, mais du produit de la matière première et des ressources naturelles. La culture de l'entreprise n'a pas évolué et la mise à niveau est déjà une vieille histoire que les gouvernements successifs ne veulent surtout pas réveiller. Dans le domaine macroéconomique (ce qui était le point fort de la gouvernance durant les années 1990, même avec un pétrole au plus bas), on sait aussi que la croissance du PIB terminera l'année vers la moitié de l'année dernière, en grande partie, encore une fois, en raison de la dépendan-

excessive à l'égard des hydrocarbures.

Quant aux aspects positifs, car il y en a, les politiques économiques ont toutes été guidées par des impératifs de sécurité nationale avant toute chose, faisant qu'elles sont une force stabilisatrice, ce qui n'est pas peu de chose dans le monde actuel. Mais sans plus, sans pouvoir changer les choses.

Ce qui pourrait constituer l'élément déclencheur pour briser ce cercle vicieux, c'est que quelque chose de profond change dans la gouvernance économique et qu'un signal fort, cela peut aussi être une question d'image extérieure, soit envoyé au marché mondial auquel il faut cesser de tourner le dos après s'y être ouvert sans barrière pendant trop longtemps à coups de libéralisation et d'accords d'association. On ne peut pas passer d'un extrême à un autre. Et de toute manière, mettre en place une politique d'austérité est une chose qu'on ne peut qualifier ni de bonne

ni de mauvaise puisqu'elle est obligatoire et sans échappatoire. Mais cela reste certainement loin de suffire pour aider à amorcer des réformes. Les indicateurs critiques tels que la qualité de la gouvernance, la primauté du droit, le contrôle de la corruption, l'efficacité du gouvernement et la qualité réglementaire, qui ne font pas du notre pays le meilleur à l'échelle du Maghreb, doivent retenir toute l'attention des autorités. A elles de «mettre le paquet» pour que de vrais et pas de timides changements soient réalisés. Par exemple, on sait que le gouvernement «étudie» la possibilité de privatiser une ou deux banques et compagnies d'assurances publiques. Cela ne saurait permettre à lui seul de parler d'une réforme du secteur financier, car le pays, son secteur privé et ses partenaires étrangers, et même les PME et les jeunes entrepreneurs ont besoin de transparence, de lois contractuelles et commerciales qui soient conformes aux systèmes comptables et bancaires interna-

tionaux et aux normes partout en vigueur. Est-ce que cette perspective est abordée ainsi de la part de nos autorités ? A voir... Le sujet n'est cependant pas secondaire, car il faut savoir que tous les autres pays exportateurs de pétrole, notamment l'Arabie Saoudite ou la Russie, ne doivent pas leur résistance à la baisse des cours au volume de leur production en pétrole et en gaz, mais à la diversification de leurs économies.

Il est de notoriété aujourd'hui que les coupes dans les dépenses publiques vont affecter principalement les dépenses d'investissement, et l'augmentation des taxes et des droits à l'importation finiront par ralentir l'investissement et la consommation. Les économies budgétaires qui seront opérées, sans réformes structurelles, ne contribueront qu'à tirer la croissance vers des taux de plus en plus modestes. Les arguments à cette thèse ne manquent pas. En raison de la baisse des exportations d'hydrocarbures, le déficit commercial est passé d'un excédent de 4,3 milliards de dollars en 2014 à un déficit de 13,7 milliards de dollars en 2015, le taux se poursuivant tout au long de 2016. Or, la particularité de notre modèle économique fait que, en dehors d'opérations telles que l'emprunt obligataire, il y a peu d'autres sources domestiques pour financer l'économie du pays. Le pays a, par ailleurs, perdu trop de temps à vouloir faire de l'économie de marché sans une classe d'entrepreneurs forte, sinon autonome. L'investissement privé a trop longtemps vécu sous les multiples contraintes, dont la première n'est ni le manque de protection (dans certaines filières, nous sommes quasiment un marché fermé), ni le déficit en stimulation (crédits, exonérations, etc.), mais la faiblesse de la notion de la propriété. Les entreprises, prospères ou non, vivent dans la précarité et les opérateurs dans l'insécurité. De là viennent les comportements prédateurs, cette maladie dont le point culminant est le transfert des capitaux vers l'étranger. Or, le gouvernement doit tout faire pour que l'argent gagné en Algérie reste en Algérie ; mieux, réinvesti en Algérie. Et pas que par la représen-

N.B.

Education

Le Canada «disposé» à partager son expertise avec l'Algérie

Le L'ambassadrice du Canada en Algérie, Mme Isabelle Roy, a fait part, hier à Alger, de la disposition de son pays à partager son expertise avec l'Algérie dans le domaine de l'éducation.

Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture du 4^{ème} Salon de l'éducation au Canada, Mme Roy a relevé que la participation de 12 établissements d'enseignement supérieur et collèges post-secondaires «témoigne de la volonté de partager l'expertise du système éducatif canadien avec l'Algérie et, aussi, de la vigueur et du dynamisme des relations entre les deux pays».

Elle a précisé que l'objectif de cette manifestation est d'«accompagner et orienter de manière bien ciblée les personnes désirant mener des études au Canada», ajoutant que

«les opportunités d'études sont ouvertes à diverses spécialités et à d'autres catégories que l'université».

La diplomate s'est réjouie, à cette occasion, du nombre croissant des personnes inscrites à ce salon qui a atteint «4 800 dans cette 4^{ème} édition, alors qu'il était de quelque 3 000 lors de la précédente, d'où l'engouement des Algériens à poursuivre des études au Canada», a-t-elle dit, en notant, également, la «hausse constante du nombre d'étudiants en provenance d'Algérie, qui est de l'ordre de 1 055».

Douze établissements canadiens d'enseignement supérieur et collèges post-secondaires seront présents à ce salon de deux jours, à savoir, l'université de Saint-Boniface, l'université du Québec à Montréal (Uqam),

l'université du Québec à Rimouski (Uqar), l'université Laval, l'université Sainte-Anne, le Collège Boréal d'arts appliqués et technologie, le Collège Canada, le Cégep Limoilou, le Consortium Avantage Ontario, le HEC Montréal, le Collège La Salle et La Cité.

Les représentants des établissements participants répondront aux questions des intéressés sur leurs différents programmes, les conditions d'admission et le coût des études.

Des séances d'information sur les programmes d'études seront offertes par les institutions et collèges post-secondaires en marge du salon. Des renseignements seront également fournis sur les permis d'études et autres exigences en matière de séjours d'études au Canada par le personnel de l'ambassade.

Reda A.

CAAT

Croissance de 10% du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la compagnie algérienne des assurances de dommages et de personnes (CAAT) a enregistré au cours des neuf premiers mois de l'année 2016, une croissance d'environ 10% contre 5 % à la même période de l'année dernière, a indiqué, lundi, à Batna, son P-DG, Youcef Benmicia.



S'exprimant en marge d'une rencontre régionale sur les risques Industriels, M. Benmicia a révélé que la CAAT prévoit pour l'an-

née 2016 un chiffre d'affaires supérieur aux 21 milliards de dinars (mds DA) enregistrés lors du précédent exercice.

Le montant des indemnités a atteint 12 mds DA au

quatrième trimestre 2016, contre 13 mds DA pour tout l'exercice 2015, selon la même source qui a affirmé que cette rencontre vise à rapprocher les opérateurs économiques de la

CAAT et les sensibiliser sur l'importance d'assurer leurs biens.

Ce responsable a également fait état du renforcement prochain du maillage de la CAAT, avec l'ouverture début 2017 de cinq nouvelles agences à travers le territoire national, en plus d'une direction régionale dans la wilaya de Sétif.

L'année 2017 verra aussi le lancement de nouveaux produits et de services, comme le paiement des primes d'assurance par Carte interbancaire et par internet, ou encore la réparation des dommages subis par les entreprises, les locaux commerciaux et les ménages, a-t-il ajouté.

L'impact du marché des hydrocarbures sur la croissance du secteur, les risques industriels et techniques, les services offerts par la CAAT aux entreprises publiques, privées et étrangères sont autant de thèmes débattus au cours de cette rencontre à laquelle ont pris part des cadres de la compagnie venus des wilayas de l'Est du pays et des opérateurs économiques de différents secteurs. **K. L.**

Tizi Ouzou Création de quatre nouvelles zones d'activité

Le comité interministériel a donné son aval à la wilaya de Tizi Ouzou pour la création de quatre nouvelles zones d'activité qui permettront d'augmenter son portefeuille foncier industriel, a annoncé lundi le wali Mohamed Bouderbali.

Le chef de l'exécutif de la wilaya qui a effectué une visite de travail dans les quatre communes de la daïra de Draâ El Mizan dans le but de s'enquérir de la situation du développement dans cette région du sud de la wilaya, a indiqué que l'une de ces zones est créée au profit de la commune de Draâ El Mizan et occupera une superficie de 21 hectares.

Les trois autres zones concernent Fréha, d'une superficie de 57 ha, Timizart, de 36 ha, et Tizi Gheniff d'une surface de 27 ha, a précisé à l'APS le directeur local de l'industrie et des mines, Abderrahim Belbaki.

Les deux zones d'activités de Draâ El Mizan et de Tizi Gheniff ont été créées en remplacement du parc industriel qui devait occuper une superficie de 111 ha chevauchant ces deux localités. « Cette décision a été prise afin de préserver les terres à haute valeur agricole sur lesquelles était projeté le parc industriel », a précisé M. Belbaki.

La nouvelle zone d'activité de Draâ El Mizan s'ajoutera à celle déjà existante d'une superficie cessible de plus de 57 ha répartie en 35 lots, dont 15 affectés à des investisseurs, et 14 non attribués, les six lots restants étant réservés à l'équipement de la zone (4 lots) ou classés non cessible (2 lots), a-t-on appris sur place. S'agissant de la situation des investissements dans cette même zone, créée en 1983, un total de 13 projets ont été localisés dont six sont en activité, cinq en cours de réalisation et deux non encore lancés.

Le wali a donné instruction aux autorités locales, à leur tête le président d'APC, pour tenir dès la semaine prochaine une réunion afin de lancer l'opération d'assainissement de cette zone dans la perspective de la dynamiser et d'attribuer les 14 lots restants au profit d'investisseurs. Pour sa part, le directeur de l'industrie et des mines a indiqué à l'APS que cette zone ne détient pas de permis de lotir. « Celui-ci a été déposé et nous allons agir afin d'accélérer la procédure pour son obtention, ce qui nous permettra d'attribuer les lots non encore affectés », a-t-il ajouté. Revenant sur la question de l'investissement au niveau de la wilaya, le chef de l'exécutif a rappelé que « toutes les communes sont encouragées à prendre des initiatives destinées à promouvoir l'investissement privé en développant l'attractivité de leur commune dans le but de créer de la richesse et de l'emploi et des ressources pour les collectifs ».

Y. N.

Pour former des universitaires

Convention entre l'université de Mostaganem et le groupe Samsung

L'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem a signé lundi avec le groupe Samsung de construction et de technologies chargé de la réalisation d'une centrale électrique dans la wilaya, une convention de formation des étudiants en sciences et technologies et des chercheurs dans des spécialités liées au projet.

La convention a été paraphée par le recteur de l'université de Mostaganem, le professeur Mustapha Belhakem et le représentant du groupe Samsung et directeur du projet de réalisation de la centrale électrique dotée d'une capacité de 1 460 magawatts dans la plage de Sonactel (est de Mostaganem), Park Joo Hong. Le recteur de

l'université de Mostaganem a souligné que cette convention d'une année renouvelable permettra la formation des étudiants des sciences et technologies et universitaires chercheurs à travers des stages au niveau de la centrale, dans la perspective de recrutement. La future centrale électrique continuera, une fois mise en service à l'horizon 2021, à hauteur de 6% à la production nationale d'électricité.

Le projet, qui sera concrétisé sur une superficie de 40 ha, enregistre un taux d'avancement de 10% avec la réalisation de 4 turbines à gaz et deux autres à vapeur. Il devra générer entre 2 000 et 2 500 emplois lors de sa phase de réalisation et 250

postes en phase d'exploitation.

Le projet permettra aussi de mieux prendre en charge les besoins en électricité du tissu industriel prévu dans la nouvelle zone industrielle de Bordjia dans la commune de Hassiane. Par ailleurs, le représentant de Samsung de construction et technologies a fait savoir que ce groupe renferme des compétences algériennes qui réalise des projets dans plusieurs pays du monde. Un exposé a présenté différents projets pris en charge par le groupe dans le monde, notamment dans les domaines de l'immobilier, de l'énergie, des infrastructures de base et des travaux maritimes.

R. T.

Conventions entre la SNTF et la BNA

Vers la généralisation des nouveaux modes de paiement

La Société nationale des transports ferroviaires (Sntf) a signé, lundi à Alger, deux conventions avec la Banque nationale d'Algérie (BNA) pour le paiement en ligne par carte CIB (e-paiement) des billets et abonnements, et l'installation de terminaux de paiement électronique (TPE) dans les gares.

Les deux conventions de partenariat ont été paraphées par le directeur général de la Sntf, Yacine Bendjaballah et Achour Abboud, P-DG de la BNA, qui est parmi les établissements bancaires engagés dès le lancement du e-paiement en

Algérie.

Dans le cadre du premier accord, il sera procédé à la mise en place des terminaux de paiement électronique (TPE) dans des gares, a indiqué M. Bendjaballah ajoutant que cette prestation sera disponible dès la semaine prochaine au niveau des guichets des gares d'Alger, Constantine et Annaba.

Ce service sera généralisé au fur et à mesure pour couvrir l'ensemble des gares de la société ferroviaire à l'échelle nationale, selon son directeur général.

Pour le paiement électronique

(e-paiement), il sera officiellement disponible le 1^{er} janvier 2017, a assuré M. Bendjaballah, rappelant que le site Web de la Sntf permet déjà la réservation en ligne des billets. Ces deux prestations ouvertes aux clients de la BNA, se fera moyennant la carte interbancaire (CIB), via un code personnel et sécurisé, ce qui engendrera une inscription instantanée du montant de l'opération au débit du compte bancaire de l'utilisateur.

Pour bénéficier de ce service, les clients de la BNA doivent se rapprocher des différentes agences pour demander une carte

CIB, s'ils ne l'ont pas déjà.

Les détenteurs de cette carte doivent demander de leur agence bancaire l'ouverture du service e-paiement sur leur carte CIB à travers la délivrance d'un mot de passe, selon la BNA qui compte près de 200 000 détenteurs de cartes CIB.

Le service du paiement électronique vise une facilitation conjuguée à une modernisation des prestations offertes par la Sntf aux citoyens selon son directeur général, qui assure qu'il n'y aura pas de changement sur les tarifs du nouveau service.

De son côté, le P-DG de la BNA affirme la détermination de l'établissement à contribuer activement au développement du paiement électronique, conformément aux orientations des pouvoirs publics.

Pour rappel, le service du paiement électronique a été officiellement lancé en début octobre dernier où plusieurs entreprises (Web marchands) ont lancé ce service à leurs clients, dont Algérie Télécom, Mobilis, Air Algérie, la Cnas, Djezzy et Ooredoo, tandis que d'autres y adhèrent depuis au fur et à mesure.

Reda A.

Population arabe

Boudiaf plaide pour un organisme technique

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a appelé, hier à Alger, les pays arabes à la mise en place d'un organisme technique pour la prise en charge des questions de la population et du développement à l'instar de l'Union africaine (UA).



Cet organisme technique aura pour mission le transfert des nouvelles connaissances, l'échange des expériences, l'orientation en matière de choix stratégiques à développer et de décisions à prendre, a indiqué le ministre de la Santé dans une allocution lue en son nom par son chef de cabinet, M. Ali Rezki, à l'ouverture du forum régional de haut niveau sur le dividende démographique dans la région Mena, organisé à l'initiative du Fond des Nations unies pour la population (Fnuap).

Ce forum constitue une aubaine pour mieux appréhender le dividende démographique et définir des choix pratiques pour son exploitation, a estimé le ministre, ajoutant qu'une telle compréhension permettra l'adoption d'une position commune au niveau de la Ligue des Etats arabes et des fora y afférent au niveau régional et international, notamment au sein

de la commission de la population et du développement et de l'Assemblée générale de l'ONU.

Cette rencontre permettra en outre d'informer et d'accompagner les pays de la région en matière de détermination des priorités concernant le dividende démographique et d'approches et outils les plus adaptés, a encore ajouté le ministre.

Les études ont fait ressortir que le développement social et économique ne peut se réaliser sans une baisse du taux de naissances en parallèle, a-t-il précisé.

Pour le premier responsable du secteur, la croissance démographique ne peut être assimilée à un dividende démographique qu'en garantissant une santé et un enseignement de qualité aux jeunes en âge de travailler et un accès à des emplois à même de leur permettre de réaliser un long processus productif.

L'année 2017 a été placée en Afrique sous le thème «Exploiter

le dividende démographique en investissant sur les jeunes» a-t-il rappelé.

Le ministre a estimé que les Etats et gouvernements sont appelés à mettre en place une feuille de route pour accélérer l'application effective d'une initiative continentale en matière de dividende démographique, affirmant que cette rencontre sera également l'occasion de tracer la voie pour des mesures concrètes à prendre sur le plan national et régional à partir de 2017.

Abordant les questions démographiques en Algérie, le ministre a affirmé que l'Etat y accorde un intérêt tout particulier depuis 1983, année du lancement du Programme national de maîtrise de la croissance démographique et la tenue, en 1994, de la Conférence internationale sur la population et le développement qui a impulsé les procédures et approches en matière d'étude des questions démographiques

dans leur rapport au développement.

Evoquant les réalisations notables au profit des populations, le même responsable a cité le secteur de la santé à la faveur de la baisse du taux de mortalité infantile et maternelle ainsi que l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, qui tourne actuellement autour de 77 ans (76,7 ans pour les hommes et 78 ans pour les femmes en 2015).

Il a mis l'accent, en outre, sur l'accès aux prestations de la santé reproductive, la planification familiale, les médicaments essentiels, la lutte contre le sida, ainsi que l'amélioration notable des conditions d'habitat, notamment le raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable et de l'assainissement et l'éradication de l'habitat précaire.

L'Algérie a connu, au cours de cette période, la mise en place de législations consacrant l'égalité homme-femme en matière des

droits, l'amélioration continue de la condition féminine, traduite par une parité homme-femme dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la justice, a-t-il ajouté.

Il a rappelé également la mise en oeuvre d'une politique volontariste accordant aux femmes un quota de sièges au sein des assemblées élues, ce qui a augmenté la représentation féminine au sein du Parlement.

Par ailleurs, M. Boudiaf a précisé que le plan d'action du gouvernement algérien pour la période 2014-2019 s'inscrit dans une optique de consolidation des acquis sociaux et économiques. De même, la dernière révision de la Constitution est venue renforcer l'Etat de droit, garantir les droits individuels et collectifs et anticiper l'avenir du peuple algérien en termes de besoins de développement durable, et ce en plaçant l'être humain en tant que valeur et la qualité de ses conditions de vie au coeur des aspirations légitimes auxquelles l'Algérie aspire, tant pour elle, que pour l'humanité toute entière.

Le ministre a souligné, dans ce sens, que le Prix des Nations unies décerné en 2007 au Comité national de la population (CNP), se veut un couronnement des efforts consentis en vue de concilier les droits élémentaires de l'homme et les principes culturels et religieux de la société.

Sur un autre registre, le ministre de la Santé a réitéré le soutien et l'adhésion de l'Algérie aux déclarations du Caire (juin 2013) et d'Addis Abeba (octobre 2013). Ces deux plateformes qui ont été adaptées aux réalités sociales, culturelles et religieuses, doivent constituer, a-t-il dit, «des références essentielles dans l'élaboration de la feuille de route à mettre en place en vue de tirer profit de dividende démographique».

Pour ce qui est des questions relatives aux besoins des adolescents (les 10-24 ans), le même responsable a révélé qu'elles figurent parmi les priorités tout autant que d'autres qui ne sont pas de moindre importance, notamment l'emploi et le chômage des jeunes, la formation et l'enseignement de qualité ainsi que la lutte contre les multiples fléaux sociaux.

T. N.

Système de santé

La gestion par les TIC est «incontournable»

Le recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la gestion du système de santé en Algérie est «incontournable», ont souligné mardi à Alger des spécialistes.

Les professionnels de la question sont intervenus à l'occasion d'une rencontre sur «l'Innovation et e-santé, quel modèle et avenir pour l'Algérie», organisée sous le parrainage du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Spécialiste des TIC à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Algérie, Mohamed El-Amine Djaker a observé, dans son exposé, que l'utilisation de ces nouveaux moyens de communication «a révolutionné les prestations de soins et la gestion du système de santé», à travers le monde, plaçant pour que l'Algérie les «intègre impérativement pour le développement du secteur de la santé».

Il fera savoir à ce sujet que l'OMS, en collaboration avec le ministère de la Santé, a réalisé une enquête en 2015 sur la «cybersanté» en Algérie, dans l'objectif d'asseoir une stratégie nationale d'informatisation du secteur, précisant que ce projet est «en cours» de concrétisation.

L'OMS a également réalisé une autre enquête sur «Les facteurs de risque des maladies non transmissibles», en recourant aux ordinateurs de poche, a-t-il poursuivi, informant également l'appui par l'agence onusienne de la Faculté de médecine d'Alger pour la réalisation d'une plate-forme e-learning destinée aux utilisateurs du projet «Be-healthy, Be-mobile».

Promouvant la santé via l'utilisation du téléphone mobile, il s'agit d'un projet impliquant la direction de la prévention, au

ministère de la Santé, a-t-il précisé.

Pour sa part, le directeur des systèmes informatiques au niveau de ce département, Hadj Miloud Abdelkader, a soutenu que l'introduction des TIC dans ce secteur constitue «un levier et une valeur ajoutée» pour celui-ci, dans le sens où, a-t-il explicité, la prise en charge du patient s'en trouverait améliorée, en même temps que seront réduites les erreurs médicales.

«Les TIC créent un cadre propice, offrent un tableau de bord au praticien et contribuent à la prise de la bonne décision», a-t-il souligné, notant qu'à travers la nouvelle loi sanitaire, le ministre de la Santé a décidé d'une «transformation par le numérique» du secteur.

Rappelant, à ce propos le lancement du projet Sihatic, M. Hadj Miloud a estimé que celui-ci «fournit des outils pour une

meilleure prise en charge du patient», citant, entre autres, l'aspect consistant à soulager le malade de la contrainte de son dossier médical.

«Grâce à l'informatisation des données qui assurent la disponibilité de l'information, le médecin traitant a accès directement aux données liées à son patient et que son confrère peut lui transférer si besoin», a-t-il détaillé.

Dans un mot adressé aux organisateurs de cette rencontre, le ministre de la Santé a considéré que les TIC contribuent à «la prise en charge des besoins en système d'informations sanitaires, mais aussi à ceux liés aux applications de gestion et de e-santé», ajoutant que cette rencontre devra «aider à la mise en place et à l'utilisation optimale» du projet Sihatic.

R. N.

Reconversion de Serkadji en musée

La Mémoire ressuscitée

La reconversion «prochaine» de la prison Serkadji en musée permettra enfin de livrer les secrets «enfouis» depuis des décennies dans cet établissement tristement réputé pour avoir été un «haut» lieu de torture morale des moudjahidine lors de la période coloniale.



Le dossier relatif à cette reconversion de la prison en musée dédié à la Mémoire nationale est en phase de préparation et sera prochainement déposé sur la table du gouvernement, a-t-on appris auprès du ministère de la Justice.

En novembre 2014, la prison de Serkadji a été complètement vidée de ses pensionnaires en vue d'être transformée en musée dédié à la Mémoire nationale.

Lors d'une visite guidée à la prison de Serkadji dont une partie de l'architecture remonte à l'époque ottomane et l'autre partie à l'ère coloniale, l'APS a constaté que cette enceinte, malgré son ancienneté, demeure intacte et «garde» dans ses murs de lointains souvenirs.

Selon des historiens, cette prison, surplombant la baie d'Alger, a été construite par les colons français en 1856 sur les lieux d'une ancienne fortification turque située dans la haute Casbah d'Alger dominant la mer. Au temps de la colonisation, on l'appelait Prison de Barberousse, du nom du corsaire ottoman Baba Aroudj.

En arpentant le long couloir des condamnés à mort de la prison, qui a vu défiler, dans ses geôles d'innombrables militants

de la cause nationale, un sentiment de nationalisme intense s'empare du «visiteur» non averti.

Lorsque la peine de mort était appliquée, les condamnés à mort étaient exécutés peu après l'épuisement de tous les recours (cassation, grâce présidentielle), tôt le matin, à une date non précisée.

Escapade dans le couloir de la mort

Au total, 58 militants algériens ont été exécutés dans la prison de Serkadji dont 48 guillotins et 10 autres fusillés. Le couloir de la mort, situé au premier niveau de la prison qui en compte trois, est constitué de 14 cellules dont la deuxième à gauche était occupée par Ahmed Zabana, l'un des premiers militants à avoir subi le couperet, un certain 19 juin 1956.

Sur la stèle se trouvant dans la «cour d'honneur» et placée à côté de l'ancien emplacement de la guillotine, à l'entrée même de la prison, une liste chronologique contenant les noms des moudjahidine exécutés à la guillotine est inscrite. On peut y lire clairement que le premier à être exécuté à l'aide de cette terrible machine, le 19 juin 1956 est Abdelkader Ferradj, suivi à

quelques minutes près par Ahmed Zabana.

Louni Arezki, Boutrik Miloud, Touati Saïd, Radhi Hmida, Rahal Boualem, Gacem Mohamed, Hahad Abderazak, Baâdach Bensari, Sidi Yakhlaf Mohamed, Sahli Maâmar, Bahloul Saïd, Mokhtari Ali et tant d'autres héros avaient, eux aussi, péri sous la lame tranchante de la guillotine et dont les noms ont été inscrits à jamais en lettres d'or dans l'histoire du pays.

En longeant le couloir de la mort, la sempiternelle image tant reflétée par des oeuvres cinématographiques ou autres, renvoie à ces pas de geôliers venus conduire l'un des militants vers l'échafaud «accompagnés» des voix des autres détenus fusant de toute part criant haut et fort «Allah Akbar, Tahya El Djazair» (Dieu est grand et vive l'Algérie).

Daoud Zouaoua (78 ans), Mohamed Bourahla (82 ans), Djillali Mouhoun (77 ans) et Radouane Benani (83), tous «pensionnaires de marque» de Serkadji lors de la guerre de Libération nationale pour plus d'une vingtaine d'opérations héroïques dans le Grand-Alger, rescapés de la guillotine, livrent leurs expériences dans le couloir de la mort.

«Les exécutions à la guillotine se déroulaient entre 2h et 5h30 du matin, ce qui fait que tous les militants séjournant dans le couloir de la mort ne s'abandonnaient jamais aux bras de Morphée lors de cette période, afin d'être bien éveillés lorsque les gardiens viendraient conduire l'un des leurs à l'échafaud», a raconté Daoud Zouaoua, condamné à mort en 1959.

Le regard larmoyant et attendri, il évoque le souvenir d'un condamné à mort conduit, dans un sommeil profond, par les gardiens vers la potence. «Il n'avait pas pu crier «Allah Akbar Tahya El Djazair», s'est-il désolé.

Les condamnés à mort dont les fers étaient maintenus même dans leurs cellules individuelles, étaient soumis à un traitement spécial. Portant une combinaison grise dont le dos était frappé d'une croix jaune pour les distinguer des autres détenus de droit commun, ils ignoraient totalement le jour ou ils seront exécutés, a assuré Mohamed Bourahla qui avait séjourné dans le couloir de la mort de 1961 à 1962.

Ce dernier, pour rappel, a été le principal instigateur de l'évasion spectaculaire de Serkadji le 22 février 1962 lorsque 26 détenus s'étaient enfuis par un tun-

nel creusé pendant des mois dans la cour arrière de la prison donnant à l'extérieur, selon un avis de recherche émis le 22 février 1962 par le directeur de la maison d'arrêt de Serkadji.

«Le plus insolite dans l'histoire, c'est que l'administration pénitentiaire de Serkadji avait, de son plein gré, fourni aux détenus tout le matériel nécessaire pour réaliser des travaux en vue de l'élargissement de la cour de la prison, ignorant que ces mêmes ustensiles ont été utilisés par les détenus pour se frayer un long tunnel sous la cour pour s'évader», se rappelle Bourahla, un sourire amusé aux lèvres.

«Vingt-six détenus se sont fait la belle ce jour-là et j'étais parmi eux», dit fièrement Bourahla. «leur nombre aurait pu être plus important si l'évasion ne s'était pas arrêtée à cause du 27^{ème} évadé introduit dans le trou restreint du tunnel, de forte corpulence, le corps de ce dernier s'en est trouvé coincé empêchant les autres, venus derrière lui, de s'évader», regrette-t-il.

«Les oubliettes», endroit de torture moral lugubre

«Les oubliettes», endroit de torture moral lugubre et terrifiant situé dans les sous-sols même de la prison, demeure «un témoin» incontournable des atrocités subies par les militants algériens durant la période allant de 1954 à 1962, raconte Djilali Mouhoun.

Ces «oubliettes» n'ayant jamais servi depuis 1962, restent encore intactes. Ses cachots étroits et humides où l'araignée avait tissé sa toile avaient abrité de nombreux héros de la guerre de Libération nationale.

Personne n'est jamais sorti indemne des oubliettes, car ceux qui y avaient séjourné gardent toujours des séquelles indélébiles sur leur santé mentale, a affirmé le moudjahid Radouane Benani.

«Les gardiens obligeaient le détenu condamné aux oubliettes d'enfiler une combinaison mouillée faite en matière plastique spéciale, qui à peine portée se serre de plus en plus sur son corps. Le détenu est alors introduit dans un cachot sombre rempli d'eau dans le but de l'empêcher de s'asseoir tout le long de son séjour dans les «oubliettes» pouvant durer plus d'un mois», a relaté le rescapé de la guillotine.

La nuit venue, les gardiens donnaient, à l'aide de leurs lourds bâtons, des coups assourdissants aux portes des cachots pour effrayer les suppliciés, a raconté le moudjahid Benani.

R. K.

Tizi Ouzou

Une vingtaine de salles de soins fermées à travers la wilaya



Au moins 23 salles de soins de proximité réparties sur différents villages de la wilaya de Tizi Ouzou sont fermées momentanément en attendant leur réhabilitation et/ou leur dotation de personnel paramédical, a-t-on appris lundi du chef de service de la prévention au niveau de la direction de la santé et de la population.

Les raisons de la fermeture de ces structures sont liées à la dégradation des locaux pour certaines d'entre elles ou le départ à la retraite de l'infirmier qui assure les activités de soins pour d'autres, a déclaré le docteur Azzeddine Astouati. Pour le seul établissement public de santé de proximité (EPSP) de Ouaguenoun qui compte 40 salles de soins, sept (07) n'assurent plus le service de soin ou de consultations médicales au profit des populations rurales en raison ou de la dégradation des locaux ou du départ à la retraite de l'infirmier, a-t-il précisé. Au niveau de l'EPSP de Boghni duquel dépendent

56 unités, six (06) sont fermées en attendant leur réhabilitation par les services des assemblées populaires communales (APC) desquelles elles dépendent ou l'affectation d'un infirmier par la direction de la santé et de la population, a-t-il signalé.

Trois (03) autres structures ont subi le même sort au niveau de l'EPSP des Ouacifs qui renferme 39 salles de soins et cinq (05) autres pour le secteur d'Azazga qui gère 52 unités, a-t-il fait savoir, tout en évoquant deux (02) autres cas de mise à l'arrêt concernant la région de Draâ Ben Khedda où 49 salles sont implantées et ce pour des motifs similaires. Les seuls EPSP qui ne comptent pas de structures fermées sont ceux d'Azeffoun (17 salles) et Larbaâ Nath Iraten (26 salles), a-t-il affirmé, soulignant que les chiffres ne sont pas connus pour le dernier établissement de la wilaya relevant de la daïra d'Iferhounène.

Dr. Estouati a assuré que la direction de la santé et de la population a la charge de doter les 279 salles de soins existantes au niveau de la wilaya en moyens humains et matériels y compris les produits médicaux, tandis que la réhabilitation et les travaux de mise à niveau sont pris en charge par les municipalités. En octobre dernier, une pre-

mière vague d'infirmiers a été affectée aux EPSP en vue de les répartir sur les salles fermées pour absence de personnel médical, a-t-il soutenu, ajoutant qu'en plus de l'activité de soins, les établissements les plus reculés sont dotés d'un médecin généraliste permanent, tandis que dans d'autres des passages à raison de deux fois par semaine sont prévus dans l'objectif de rapprocher les consultations du citoyen.

Une règle qui n'est pas toujours respectée au niveau de certains EPSP où les consultations médicales se font uniquement au niveau des polycliniques tandis que les salles de soins se contentent d'assurer le service minimum comme le changement de pansement et la prise de tension artérielle, a-t-on signalé au niveau de certaines localités comme Boudjima dépendant de l'EPSP de Oauguenoun. A ce sujet, le chef de service de la prévention a déclaré que des équipes de la DSP effectuent des sorties d'inspection sur le terrain pour s'assurer du bon fonctionnement des établissements de santé publique, notamment les salles de soins. Des sanctions sont prises à l'encontre des directeurs des EPSP en cas de mauvaise gestion et de dépassements, a-t-il souligné. **R. T.**

Guelma

Création prochaine de quatre nouveaux pôles urbains

Quatre (4) nouveaux pôles urbains destinés à abriter des projets d'habitat, tous segments confondus, seront prochainement créés dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris lundi auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC).

Les études techniques, relatives à la création de ces pôles urbains devant pallier au manque du foncier dans la wilaya, viennent d'être lancées, a précisé la responsable chargée de ce dossier au sein de cette direction, Souad Medjdoub.

Les nouveaux pôles urbains sont pro-

grammés dans les communes d'Oued Zenati (Ouest de Guelma), de Belkhir, de Boumahra Ahmed et de Djebala Khemissi dans la région Est de Guelma, a précisé la même responsable.

Ces espaces fonciers, implantés sur une assiette de 308 hectares, abriteront différents programmes d'habitat dotés de commodités et d'équipements publics, a-t-elle fait savoir.

Les études concernant les sites urbains de Hedjar Menkoub, dans la commune de Belkhir, prévu sur une surface estimée à 120 hectares, où est prévue la réalisation

de 6.000 logements, et celui du pôle d'occupation du sol (POS) n°6 à Oued Zenati (120 ha), destiné à accueillir théoriquement plus de 7.000 unités d'habitat, sont «pratiquement finalisées», a ajouté Mme Mejdoub.

Les études des deux autres sites sont «au premier stade» (de réalisation), a-t-elle relevé. Ces nouveaux pôles urbains ont été inscrits après une opération de recherche d'espaces fonciers initiée par plusieurs secteurs sur orientation des autorités de la wilaya, selon la même source. **R. G.**

Après neuf mois de maintenance

Remise en service du téléphérique à Constantine

Le téléphérique de Constantine a été remis en service lundi après une opération de maintenance qui a duré neuf mois, a-t-on constaté.

Une période d'essais techniques de ce moyen de transport urbain a été assurée, depuis début novembre courant, et a ciblé le contrôle de l'ensemble des équipements dont les piliers et les télécabines, mais aussi l'itinéraire de cet équipement, long de 1500 mètres, a indiqué à l'APS Mohamed Khodja Alama, représentant à Constantine de l'entreprise de Transport Algérien par câbles (ETAC) chargé de la gestion du téléphérique.

Affirmant que le téléphérique a été soumis à une révision générale selon les normes internationales, la même source a souligné que de nouvelles méthodes de gestion et de maintenance en matière d'expertise et de maîtrise technique du système de fonctionnement devant assurer toute la sécurité et la fiabilité à cet équipement, ont été adoptées.

M. Alama a également soutenu que l'ETAC, chargée de la gestion du téléphérique depuis septembre dernier, œuvrera à améliorer les prestations de services d'un des moyens de transport les plus prisés à Constantine.

Reliant la rue Tatche Belkacem au centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis et celle du CHU à la cité Emir Abdelkader, le téléphérique de Constantine, emprunté quotidiennement par 7000 passagers, a été mis en exploitation en juin 2008 avec 33 cabines de 15 places chacune.

K. L.

Produits utilisés par les aviculteurs à Médéa

Un dispositif de contrôle de la conformité mis en place

Un dispositif de contrôle sanitaire a été mis en place par l'inspection vétérinaire de la direction des services agricoles de Médéa en vue de s'assurer de la conformité des produits utilisés par les aviculteurs, a-t-on appris lundi auprès du directeur de cette structure.

Ce dispositif intervient, selon Mustapha Bennaoui, dans le sillage d'une enquête menée récemment par l'inspection vétérinaire auprès d'aviculteurs de la région nord-est de la wilaya, suite à des «soupçons d'utilisation par certains éleveurs d'antibiotiques cancérigènes, en guise de produit dopant», a-t-il expliqué.

L'enquête diligentée par l'inspection vétérinaire a permis, a-t-il indiqué, d'identifier les personnes impliquées dans la commercialisation de cet antibiotique, en l'occurrence un vétérinaire activant dans une wilaya limitrophe de Médéa, qui approvisionnait certains aviculteurs, en dépit de la dangerosité de ce produit sur la santé du consommateur. Plusieurs aviculteurs implantés dans les dairas de Tabalt et El-Azzizia, deux des plus grandes régions de production avicole dans la wilaya, avaient eu recours à ce type de produit, a souligné la même source, précisant que des dispositions ont été prises afin d'éviter la commercialisation de la production issue de ces élevages. Le même responsable a fait état, dans le même contexte, de l'annulation de l'agrément à un vétérinaire, localisé à Tabalt, impliqué également dans la commercialisation de l'antibiotique incriminé, ainsi que l'engagement d'une procédure en justice à l'encontre d'éleveurs indélécats.

R. M.

CONFLITS

Irak

Les drones piégés de Daech inquiètent l'Occident

Attaqué en Irak dans son fief de Mossoul, le groupe Etat islamique (EI) riposte avec des drones piégés, un nouveau mode d'action pris très au sérieux par des pays occidentaux à cran face aux risques d'attentats.



En France, "cette menace est désormais à prendre en compte sur le territoire national", ont prévenu les autorités dans une note aux forces de l'ordre, invitées à gérer tout engin sans pilote au sol comme un "colis suspect".

En octobre, pour la première fois, l'EI a réussi à tuer à l'aide d'un drone. Deux combattants kurdes sont morts et deux commandos français ont été blessés dans l'explosion d'un engin aérien piégé à Erbil, non loin de Mossoul.

Alors que l'Europe connaît depuis près de deux ans une vague d'attaques jihadistes sans précédent, "l'usage de drones par les terroristes et les insurgés est un sujet d'inquiétude croissant au niveau international", souligne James Bevan, directeur de l'ONG Conflict Armament Research (CAR) dans une note d'analyse.

"C'est une menace que l'on

prend en compte, notamment avec tous ceux qui vont revenir du théâtre irako-syrien et qui se sont aguerris là-bas", fait-on valoir de source gouvernementale française.

Ces engins légers sans pilote, parfois de fabrication artisanale, font désormais partie de l'arsenal du groupe jihadiste sunnite en Irak. Plus seulement pour surveiller, mais aussi pour cibler les troupes venues les déloger de la deuxième ville du pays, d'où ils avaient proclamé leur "califat" en 2014.

- Grenade -

Mi-novembre, un drone des jihadistes a lâché une grenade au-dessus d'un bâtiment abritant des policiers, sans faire de victime.

Les troupes encerclant la ville ont rapporté plusieurs incidents similaires.

"Nous avons vu un drone s'approcher et nous jeter une bombe dessus", témoigne le commandant des forces parami-

litaires du Hachd al-Chaabi, Abou Mohammed Al-Atabi, déployé à l'ouest de Mossoul.

Sur le front sud, des drones Phantom 4 ont largué des explosifs sur des soldats, raconte un haut gradé.

La capacité de nuisance des drones disponibles dans le commerce ou fabriqués par l'EI est encore limitée : d'une faible portée, d'une faible autonomie, ils ne peuvent pas transporter suffisamment d'explosifs pour représenter une véritable menace, estiment les experts.

Il ne fait toutefois aucun doute que les extrémistes travaillent à l'amélioration de leurs drones armés.

En février, après la reprise de Ramadi par les forces irakiennes, une équipe de l'ONG CAR a découvert dans un atelier de l'EI des éléments de fuselage et des ailes en polystyrène de 1,5 mètre d'envergure, ainsi que des composants d'un missile sol-air et un gyroscope pouvant ser-

vir à créer un système de navigation.

Jusqu'ici, "aucun groupe terroriste n'a démontré posséder des drones très efficaces, très meurtriers et très sûrs. Cela ne signifie pas qu'il faut exclure des surprises ou que ces défis sont insurmontables", souligne dans un rapport le Combating Terrorism Center (CTC), un influent think tank militaire américain.

Grâce aux progrès technologiques, "les futurs drones seront capables de transporter des charges plus lourdes, de voler plus longtemps et plus loin en utilisant des lignes de communications plus sécurisées", note Don Rassler, l'auteur du rapport.

- Aigles chasseurs de drones -

Parmi les scénarios-catastrophes figure l'usage d'engins volants pour lancer des attaques chimiques. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Oiac) accuse le groupe EI d'avoir déjà eu recours à des gaz toxiques sur le champ de bataille.

Or "bien que cela soit difficile à faire, il est possible d'attacher des aérosols ou autres systèmes d'épandage à un drone pour répandre des agents chimiques et biologiques", note Don Rassler.

Pour contrer la menace de drones malveillants, certains pays ont commencé à déployer des systèmes de protection capables d'identifier, de suivre voire d'éliminer ces petits appareils.

Les Etats-Unis recourent à des armes anti-drones "cinétiques" (frappant physiquement le drone avec un projectile) et à d'autres techniques comme le brouillage ou le piratage.

Alertée des risques dès 2014, depuis le survol de centrales nucléaires par des engins volants, la France a récemment accéléré son programme de détection et de neutralisation.

AFP

Cisjordanie occupée Quinze Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation israéliennes

Quinze Palestiniens ont été arrêtés par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie occupée, ont rapporté hier des sources palestiniennes.

Ces Palestiniens ont été arrêtés au cours d'incursions israéliennes dans les villes à Toulkarem, Ourif, Telbiout, Naaline, Selvit, Beit-Amer et Beit-Awa, selon ces sources.

Par ailleurs, 14 Palestiniens, dont un enfant et un député, ont été arrêtés la veille par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie occupée.

En outre, un jeune Palestinien a été arrêté la veille par les forces d'occupation israéliennes, alors qu'il se trouvait à l'intérieur de la Mosquée d'Al-Aqsa.

Les forces d'occupation israéliennes mènent quotidiennement des campagnes d'arrestation arbitraires à l'encontre de dizaines de Palestiniens en Cisjordanie et à El-Qods occupées.

R. I.

Région disputée du
Cachemire

Le Pakistan appelle l'Inde à ne pas confondre «réserve» et «faiblesse»

Le Pakistan a sommé hier l'Inde de ne pas confondre sa «réserve» sur la question de la région disputée du Cachemire avec de la «faiblesse», lors d'une cérémonie d'intronisation du nouveau chef de son armée.

Le chef d'état-major sortant, le général Raheel Sharif, s'est exprimé lors de la passation de pouvoirs à son successeur, le général Qamar Javed Bajwa, au quartier-général de l'armée pakistanaise à Rawalpindi, près de la capitale Islamabad.

«Je veux dire clairement à l'Inde qu'il serait dangereux pour elle de prendre notre politique de réserve pour de la faiblesse», a-t-il déclaré.

"La réalité est qu'en Asie du Sud, une paix et un progrès durables sont impossibles sans une solution au problème du Cachemire. Pour cela, une attention spéciale de la communauté internationale est nécessaire", a-t-il poursuivi.

Ce discours intervient alors que deux soldats indiens ont été tués mardi dans une attaque contre une base militaire au Cachemire sous contrôle indien, selon la police indienne.

Cette attaque intervient après plusieurs mois de vives tensions entre les deux pays, ravivées par l'attaque d'une autre base militaire indienne au Cachemire en septembre. New Delhi accuse des extrémistes basés au Pakistan d'avoir commis cet attentat, qui s'était soldé par la mort de 19 soldats indiens.

L'Inde avait riposté par une opération initialement présentée comme des «frappes chirurgicales» en territoire pakistanais. Islamabad a démenti une telle incursion.

R. O.

Syrie

Les combats gagnent le sud-est d'Alep

Des affrontements ont éclaté mardi entre insurgés syriens et miliciens pro-gouvernementaux dans le sud-est d'Alep, a rapporté un responsable des combattants rebelles.

"On ne constate pas de nouvelle progression (des forces gouvernementales), mais les bombardements et les affrontements sont toujours acharnés, notamment à Aziza", a dit à Reuters un responsable du groupe rebelle Djabha Chamia.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), l'opposition a perdu plus du tiers de la partie d'Alep qui était sous son contrôle. Le ministère russe de la Défense a pour sa part évalué à 40% la zone "libérée" par les forces gouvernementales. Les conditions de vie des civils s'y sont considérablement améliorées, affirme-t-il.

"Au cours des 24 dernières heures, grâce à des initiatives très bien préparées, les militaires syriens ont pu changer radicalement la situation", assure le général Igor

Konachenko, porte-parole du ministère, dans un communiqué.

Plus de 80.000 civils, dont plusieurs dizaines de milliers d'enfants, ont pu avoir accès à l'aide humanitaire russe, poursuit-il, affirmant qu'ils étaient utilisés depuis des années comme boucliers humains "par des terroristes de toutes tendances".

Le ton est beaucoup plus alarmiste du côté des puissances occidentales et des Nations unies. La France a demandé hier la tenue d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de pour évoquer la "catastrophe humanitaire" en cours.

"Plus que jamais, il y a urgence à mettre en œuvre une cessation des hostilités et à permettre un accès sans entrave de l'aide humanitaire", dit le chef de la diplomatie française dans un communiqué. Jean-Marc Ayrault ajoute que Brita Hagi Hasan, président des conseils locaux d'Alep, sera reçu aujourd'hui au Quai d'Orsay.

"Je ne peux pas le nier... Il y a clairement

un emballement militaire et je ne peux pas vous dire combien de temps Alep tiendra", a quant à lui reconnu l'émissaire de l'ONU, Staffan de Mistura, devant le Parlement européen.

Selon Stephen O'Brien, secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires humanitaires, les derniers combats à Alep ont fait 16.000 déplacés.

Les raids menés dans la nuit par l'aviation syrienne à Bab al Nairab alors que des civils tentaient de fuir ont fait 25 morts, rapporte la Défense civile, un service de secours de la partie orientale d'Alep. L'Osdh fait, quant à lui, état de 10 tués, mais s'attend à ce que ce bilan s'alourdisse. Il dit ignorer si les victimes sont ou non des déplacés.

"La peur d'une élimination collective est très intense", a par ailleurs rapporté un médecin d'Alep-Est. Tous les hôpitaux y sont hors service et les réserves de nourriture pratiquement épuisées.

Reuters

Ouganda

Le bilan des combats dans l'ouest monte

Les combats ayant opposé en Ouganda les forces de sécurité aux gardes d'un souverain local accusés d'être liés à des militants séparatistes ont fait 62 morts, a annoncé lundi la police, revoyant à la hausse un bilan de 55 morts.



Ces combats avaient éclaté samedi dans la ville de Kasese (ouest), dont les rues étaient vides lundi, et avaient pris fin lorsque la police a pris d'assaut dimanche le palais du roi Charles Wesley Mumbere, souverain du royaume de Rwenzururu.

"Le nombre de policiers confirmés morts est de 16, dont deux ont succombé à leurs blessures à l'hôpital", a déclaré Andrew Felix Kaweesi, un porte-parole de la police ougandaise. "Les gardes royaux (tués) sont au nombre de 46".

Un autre porte-parole de la police, interrogé par la chaîne de télévision NTV, a ajouté que 139 autres gardes avaient été interpellés au palais.

Les combats ont débuté samedi. La police dit avoir alors été attaquée par des gardes

royaux, qu'elle accuse de faire partie d'une milice liée à un mouvement prônant la création d'une "république de Yiira" sur la zone frontalière entre l'ouest de l'Ouganda et une partie du Nord-Kivu en RD Congo.

Selon le général Peter Elwelu, interrogé par NTV, cette milice mène depuis 2014 des attaques sporadiques contre le gouvernement et des civils. "Nous gardions ce groupe à l'œil". Il assure que le président ougandais Yoweri Museveni a téléphoné dimanche matin au roi Mumbere pour lui demander de disperser ses gardes. "Nous lui avons donné une heure, qui s'est écoulée. Le président l'a à nouveau appelé et lui a donné deux heures en lui disant: +S'il vous plaît, réglez cette histoire+."

"Nous n'avions plus d'autre option. Après cela nous avons dû prendre le palais d'assaut

pour attraper ces terroristes", a dit M. Elwelu.

Le roi, qui nie tout lien avec la milice séparatiste et n'a pas répondu aux accusations des autorités sur l'origine des combats du week-end, a été transféré à Kampala, a indiqué M. Kaweesi.

La journaliste ougandaise Joy Doreen Biira, originaire de cette région et qui couvrait ces violences, a par ailleurs été interpellée à Kasese dans la nuit de dimanche à lundi, selon l'avocat des droits de l'Homme Nicholas Opiyo.

Inculpée de "complicité de terrorisme", elle a été libérée sous caution lundi.

L'opposant historique ougandais Kizza Besigye a de son côté partagé sur Twitter des images montrant ce qu'il affirme être des dizaines de corps empilés devant la palais royal, et dénon-

cé un "massacre".

Le royaume Rwenzururu est une monarchie traditionnelle basée près des monts Rwenzori, à cheval sur la frontière entre l'Ouganda et la RD Congo, dont les membres sont de l'ethnie bakonzo, présente dans les deux pays.

La monarchie s'est transformée en mouvement séparatiste lorsque les Bakonzo ont proclamé leur royaume en 1962. Les troubles ont pris fin en 1982 avec le dépôt des armes par les militants séparatistes en échange d'une autonomie locale.

Yoweri Museveni a officiellement reconnu le royaume en 2009. Mais le conflit ethnique et politique a continué, nourri d'un sentiment de déclassement des populations locales.

AFP

Soudan du Sud Appel à développer le secteur non pétrolier

Le Coordinateur résident de l'ONU au Soudan du Sud, Egune Owusu, a exhorté lundi le gouvernement sud-soudanais à diversifier ses recettes en développant le secteur non pétrolier, afin de redresser l'économie du pays.

Une bonne gestion des recettes, associée à la mobilisation de recettes alternatives, permettrait à ce pays d'impulser un développement national transformateur.

Ce responsable s'exprimait à l'ouverture d'un atelier de formation sur la construction de systèmes générateurs de revenus non pétroliers transparents et fiables aux niveaux des Etats, atelier organisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Le PNUD forme des députés sud-soudanais sur les questions de la mobilisation et de la gestion des revenus. Le Soudan du Sud, pays pétrolier, souffre d'une crise économique provoquée par la réduction de la production et des revenus du pétrole à cause de la guerre civile éclatée en 2013. Le pays le plus jeune du monde se repose pour 98% de son budget sur les revenus pétroliers, or la production pétrolière a baissé à moins de 160.000 barils par jour (bpj) en 2016, contre 350.000 bpj en 2014, entraînant une hyperinflation et une grave pénurie de liquidités. Le gouvernement n'a pas payé ses fonctionnaires depuis le mois d'août, et la Banque centrale a annoncé un projet de recourir à la planche à billets pour produire plus de livres sud-soudanaises et réduire le manque de devises.

La vice-ministre des Finances, Mary Jarvas Yak, a déclaré que la corruption dans les services de perception d'impôts et la faiblesse de la législation fiscale au Soudan du Sud ont annulé les efforts du gouvernement pour diversifier l'économie. Avec la mise en oeuvre de l'accord de paix du mois d'août, le gouvernement espère mettre en place des mécanismes stricts de collecte des recettes l'année prochaine, a ajouté Mme Yak.

R. Y.

Nigeria

Le pays s'enfonce dans la crise

Muhammadu Buhari n'est pas responsable de l'effondrement des prix du baril qui a entraîné le géant pétrolier africain en pleine récession. Mais la politique économique du président nigérian soulève de nombreuses critiques.

Il lui aura fallu six mois pour nommer son ministre des Finances. Le président a ensuite longtemps refusé de dévaluer la monnaie nationale pour ne pas "tuer le naira", malgré les conseils insistants d'économistes. Il s'y est finalement résolu, mais trop tard. Le cours du naira continue de dégringoler face au dollar sur le marché noir et l'inflation s'est envolée à 18% en octobre.

Cette apparente apathie devant la crise a effrayé les investisseurs, et les critiques pleuvent de toutes parts. Depuis plus d'un mois, les députés n'ont cessé de lui tenir tête, réclamant une politique économique plus transparente pour sortir le pays de la crise.

Début novembre, le Sénat a

rejeté en bloc la demande du président Buhari pour emprunter 30 milliards de dollars aux institutions internationales, assurant que les "documents fournis n'étaient pas suffisants".

Le Sénat a également "exprimé sa surprise" et empêché une nouvelle loi qui prévoyait de punir, ou même d'emprisonner toute personne gardant des dollars en sa possession pendant plusieurs semaines, en pleine pénurie de devises étrangères.

Cette mesure "menace d'anéantir tous les efforts de réformes (...) pour encourager le retour de la confiance des investisseurs", selon le porte-parole du Sénat.

En octobre, la première dame, Aisha Buhari avait déclaré à la BBC qu'elle pourrait ne pas soutenir son époux s'il brigait un second mandat, suggérant qu'il avait perdu le contrôle sur son entourage et son gouvernement.

Furieux, le président a répondu que la place de son épouse était

"dans la cuisine".

"Il n'est pas facile de satisfaire tous les partis d'opposition", a-t-il toutefois ajouté.

"Le président peine à faire passer un quelconque projet législatif", a déclaré à l'AFP John Ashbourne, un expert du centre de recherches Capital Economics.

"Cela n'arrange pas cette impression qu'il y a une paralysie politique, alors que le pays est en crise et a besoin que ses dirigeants agissent. Il ne peut rien se passer si Buhari est incapable de négocier."

L'économie du Nigeria s'est contractée de 2,2% au 3ème trimestre, un repli de croissance encore plus important que toutes les prévisions, dû notamment aux rebelles indépendantistes dans le Delta qui font exploser des infrastructures pétrolières.

"La récession commence vraiment à faire mal", commente Razia Khan, analyste pour l'Afrique à la banque britannique Standard Chartered Bank.

La pénurie de devises étrangères "a de lourdes conséquences sur la croissance. On voit peu d'initiatives qui tendraient à résoudre ce problème", note-t-elle.

Le budget très important de l'Etat, voté pour l'année 2016, était censé redynamiser la croissance.

Mais en octobre, le ministre du Budget a reconnu n'avoir dépensé que la moitié du budget annuel: la production de pétrole, qui représente 70% des revenus du pays, est durement impactée par les sabotages sur les installations d'hydrocarbures dans le Delta.

Elle a chuté de 22% par rapport à l'année dernière, tombant à 1,6 millions de barils par jour.

Aucun signe ne laisse penser que les attaques vont diminuer. Les négociations entre rebelles et gouvernement, commencées en août n'ont pour l'instant rien donné.

"Le président Buhari et son gouvernement n'ont pas réussi pour l'instant à avoir un dialogue constructif avec les militants", écrivait Rhidoy Rashid, analyste pétro-

lier pour le cabinet de conseil indépendant Energy Aspects dans un rapport récent.

"L'armée nigériane, selon lui, continue ses opérations dans le Delta, ce qui accroît les tensions avec la population et n'a pour l'instant aucun effet sur les rebelles".

Les investisseurs attendent toujours un plan concret du gouvernement pour sortir de la crise, selon Manji Cheto, analyste en risques pour le cabinet de conseil américain Teneo Intelligence.

"J'ai le sentiment qu'il continue à diriger le Nigeria comme du temps où le pays était un Etat militaire", commente Mme Cheto. "Je crois vraiment que le soutien et la confiance dont il bénéficiait disparaît."

Une perception confirmée par les sondages: l'année dernière, 80% des Nigériens soutenaient Buhari, selon BMI Research, filiale du groupe de services financiers Fitch. En septembre, ils n'étaient plus que 41%.

AFP

Politique postvérité ou journalisme postpolitique ?

Un système qui, le lendemain de l'élection de Donald Trump, fait commenter l'événement par Christine Ockrent - sur France Culture... - et le surlendemain par BHL interviewé par Apathie, n'est pas seulement aussi absurde qu'un problème qui voudrait donner des solutions : c'est un système mort.

On ne s'étonnera pas que le thème des morts-vivants connaisse un tel regain d'intérêt dans les séries ou dans les films : c'est l'époque qui se représente en eux, et c'est peut-être bien le sentiment confus de cette époque, à la fois déjà morte et encore vivante, qui travaille secrètement les sensibilités pour leur faire apparaître le zombie comme le personnage le plus parlant du moment.

Les morts-vivants

On objectera sans doute que les morts-vivants sont plutôt des trépassés qui reviennent, alors qu'en l'occurrence l'époque, si toute vie s'en est retirée, n'en finit pas de mourir. Institutions politiques, partis en général, parti socialiste en particulier, médias, c'est tout le système de la conduite autorisée des opinions qui a été comme passé à la bombe à neutrons : évidemment radical au-dedans, ou plutôt chairs fondues en marmelade indifférenciée, seuls les murs restent debout, par un pur effet d'inertie matérielle. Au vrai, ça fait très longtemps que la décomposition est en marche, mais c'est que nous avons affaire à un genre particulier de système qui ignore ses propres messages d'erreur-système. Dès le 21 avril 2002, l'alarme aurait dû être généralisée. Mais ce système qui enseigne à tous la constante obligation de «changer» est lui d'une immobilité granitique — tout est dit ou presque quand Libération, l'organe du moderne intransitif, fait chroniqueur Alain Duhamel depuis cent ans. Il s'en est logiquement suivi le TCE en 2005, les étapes successives de la montée du FN, le Brexit en Grande-Bretagne, Trump aux États-Unis, et tout le monde pressent que 2017 s'annonce comme un grand cru. Voilà donc quinze ans que, désarçonné à chaque nouvelle gifle, vécue comme une incompréhensible ingratitude, le système des prescripteurs fait du bruit avec la bouche et clame que si c'est ça, il faut « tout changer » — avec la ferme intention de n'en rien faire, et en fait la radicale incapacité de penser quoi que ce soit de différent.

Mais avec le temps, le travail de l'agonie devient mordant, et le système se sent maintenant la proie d'une obscure inquiétude : comment même à lui venir la conscience confuse qu'il pourrait être en cause — et peut-être menacé ? Sans doute réagit-on différemment en ses différentes régions. Le Parti socialiste n'est plus qu'un bulbe à l'état de béchamelle, dont on mesure très exactement la vitalité aux appels de Cambadélis, après l'élection de Trump, à resserrer les rangs autour de Hollande (ou bien aux perspectives de lui substituer Valls).

C'est la partie « médias », plus exposée peut-être, qui exprime un début d'angoisse terminale. A la manière dont elle avait pris la raclée du TCE en 2005 — une gigantesque éruption contre le peuple imbécile —, on mesure quand même depuis lors un effet des gifles à répétition. Alors les médias, un peu sonnés à force, commencent à écrire que les médias pourraient avoir eu une responsabilité. Le propre du mort-vivant cependant, encore debout mais en instance de mourir, c'est que rien ne peut plus le ramener complètement vers la vie. Aussi, la question à peine posée, viennent dans l'instant les réponses qui confirment le pur simulacre d'une vitalité résiduelle, et la réalité de l'extinction en cours. Y a-t-il responsabilité des médias ? « Oui, mais quand même non ».



La protestation sociologique des médias

Comme le système prescripteur du changement pour tous n'a aucune capacité de changement pour lui-même, défaut qui signe d'ailleurs la certitude quasi-évolutionnaire de sa disparition, il s'arrange pour poser la question sous la forme qui le remette aussi peu que possible en question : non nous ne sommes pas «coupés», et nous ne vivons pas différemment des autres ; oui nous avons fait notre travail, la preuve : nous avons tout parfaitement fact-checké.

Dans un mouvement aussi sincèrement scandalisé que touchant de candeur, Thomas Legrand, par exemple, proteste sur France Inter qu'on puisse trouver la presse « déconnectée » : n'est-elle pas désormais peuplée de pigistes et de précaires ? Il faut vraiment être arrivé au bout du chemin pour n'avoir plus d'autre ressource que de transformer ainsi le vice en vertu, et se faire un repart de la prolétarisation organisée des soutiers, providentielle garantie sociologique d'une commune condition qui rendrait sans objet les accusations de « déconnexion ». Mais on en est là. Des hipsters précaires jusqu'au trognon servent de bouclier humain à des éditorialistes recuits qui, désormais étrangers à toutes les régulations de la décence, n'hésitent plus à en faire un argument.

Comme on veut cependant donner tous les gages de la meilleure volonté réflexive, on concède qu'on doit pouvoir encore mieux faire pour connaître ce qui agite les populations réelles, et l'on promet de l'enquête, du terrain, de la proximité, de l'immersion, bref de la zoologie. On se demande alors si le contresens est l'effet d'une rouerie de raccroc ou d'une insupportable bêtise. Car si l'élection de Trump a révélé « un problème avec les médias », ça n'est que très superficiellement de « ne pas l'avoir vue venir » : c'est plutôt d'avoir contribué à la produire ! L'hypothèse de la bêtise prend immanquablement consistance avec les cris d'injustice que pousse sur Twitter un malheureux présentateur de France Info : « Mais arrêtez de dire que c'est un échec de la presse, c'est d'abord un échec de la politique ! C'est pas la presse qui donne du taf aux gens ». Ou encore : « C'est dingue de se focaliser uniquement sur les médias. La désindustrialisation de la Rust Belt ce n'est pas à cause des journaux ». Tranchant de la forme, puissance de l'analyse — l'époque.

Tout y est, et notamment que « la presse » ne se reconnaît aucune responsabilité depuis vingt ans dans la consolidation idéologique des structures du néolibéralisme, qu'elle n'a jamais réservé la parole à ceux qui en chantaient les bienfaits, qu'elle n'a jamais réduit à l'extrême-droite tout ce qui, à gauche, s'efforçait d'avertir de quelques inconvénients, de la possibilité d'en sortir aussi, qu'elle n'a jamais fait de l'idée de revenir sur le libre-échange généralisé une sorte de monstruosité morale, ni de celle de critiquer l'euro le recommencement des années trente, qu'elle n'a jamais pédagogisé la flexibilisation de tout, en premier lieu du marché du travail, bref qu'elle n'a jamais interdit, au nom de la « modernité », du « réalisme » et du « pragmatisme » réunis, toute expression d'alternative-

réelle, ni barré absolument l'horizon politique en donnant l'état des choses comme indépassable — oui, celui-là même qui produit de la Rust Belt dans tous les pays développés depuis deux décennies, et fatalement produira du Trump avec. Mais non, bien sûr, la presse n'a jamais fait ça.

Le petit bonhomme de France Info ne doit pas écouter sa propre chaîne qui, en matière économique, éditorialise à un cheveu de BFM Business, comme toutes les autres au demeurant, raison pour quoi d'ailleurs le pauvre est devenu strictement incapable d'avoir même l'idée d'une différence possible, l'intuition qu'il y a peut-être un dehors. De ce point de vue on pourra égailler autant qu'on veut des bataillons de pigistes précaires dans la nature avec pour feuille de route « le retour au terrain », on ne voit pas trop ce que cette dispersion pourrait produire comme révisions éditoriales sérieuses, qui auraient dû survenir il y a longtemps déjà, et ne surviendront plus quoi qu'il arrive. On en a plus que l'intuition à cette phénoménale déclaration d'intention du directeur du Monde qui annonce avoir constitué une « task force » (sic) prête à être lâchée à la rencontre « de la France de la colère et du rejet », et l'on mesure d'ici l'ampleur des déplacements de pensée que des enquêtes ainsi missionnées vont pouvoir produire auprès de leur commanditaire. Il est vrai que celui-ci n'hésite pas à témoigner d'un confraternel ascendant à l'endroit des médias américains confrontés à leur 21 avril. Nous avons eu aussi le référendum de 2005. On a appris à être plus vigilants ». La chose n'avait échappé à personne.

L'intuition tourne à la certitude quasi-expérimentale quand, au lendemain d'un désastre comme celui de l'élection américaine, on peut lire qu'Hillary Clinton « avait le seul programme réalisable et solide » (Jérôme Fenoglio, *Le Monde*), que « la réaction identitaire contre la mondialisation alimente la démagogie de ceux qui veulent fermer les frontières » (Laurent Joffrin, *Libération*), que « le choix de la presse [finalement il y en avait un ?] était le triste choix de la rationalité contre le fantasme » (Thomas Legrand, *France Inter*), que « la mondialisation n'est pas seule en cause [car c'est] la révolution technologique [pourrait-on être contre ?] qui est autant, sinon plus, responsable du démantèlement des vieux bassins d'emploi, c'est elle qui porte la délocalisation du travail, bien plus que l'idéologie[sic] » (*Le Monde*), scies hors d'âge, qu'on lit à l'identique depuis 2005, enfermées dans l'antinomie de la mondialisation ou du quatrième Reich, produits de série emboutis sur enclumes éditoriales, l'ironie tenant au fait qu'on aura rarement vu propagandistes de la flexibilité frappés d'une telle rigidité, puisqu'il est maintenant acquis que, ayant perdu toute capacité de révision cognitive, ils iront jusqu'au bout du bout, d'un pas mécanique, les bras devant à l'horizontale.

Le fulgurant éditorialiste du Monde devrait pourtant se méfier de ses propres analyses, dont une part pourrait finir par s'avérer fondée : c'est qu'on sait déjà ce qu'il va écrire fin avril-

début mai 2017, qu'on pourrait même l'écrire dès aujourd'hui à sa place, et qu'une telle simplicité donne inmanquablement des envies d'automatisation — la fameuse technologie —, à moins, il est vrai un cran technologique en dessous, qu'on ne fasse tirer au sort la construction de phrases par un singe, dans un sac où l'on aura mélangé des cubes avec écrit : « protestataire », « populisme », « colère », « tout changer », « repli national », « manque de pédagogie », « l'Europe notre chance », et « réformer davantage ». Substitution par le système expert ou bien par le macaque, il est exact en tout cas que l'emploi de l'éditorialiste du Monde, lui, n'aura pas été victime, selon ses propres mots, de « l'idéologie ».

La « politique postvérité » (misère de la pensée éditorialiste)

On en finirait presque par se demander si l'indigence de ses réactions ne condamne pas ce système plus sûrement encore que l'absence de toute réaction. C'est que pour avoir depuis si longtemps désappris à penser, toute tentative de penser à nouveau, quand elle vient de l'intérieur de la machine, est d'une désespérante nullité, à l'image de la philosophie du fact-checking et de la « post-vérité », radeau de La Méduse pour journalisme en perdition. L'invocation d'une nouvelle ère historique dite de la « post-vérité » est donc l'un de ces sommets que réserve la pensée éditorialiste : une nouvelle race de politiciens, et leurs électeurs, s'asseyent sur la vérité, nous avertit-elle (on n'avait pas vu). Des Brexiteers à Trump, les uns mentent, mais désormais à des degrés inouïs (plus seulement des petits mensonges comme « mon ennemi c'est la finance »), les autres croient leurs énormités, on peut donc dire n'importe quoi à un point nouveau, et la politique est devenue radicalement étrangère aux régulations de la vérité. C'est une nouvelle politique, dont l'idée nous est livrée là par un gigantesque effort conceptuel : la « politique de la post-vérité ». Soutenue par les réseaux sociaux, propagateurs de toutes les affabulations — et à l'évidence les vrais coupables, ça la presse l'a bien vu.

Car, on ne le dit pas assez, contre la politique de la post-vérité, le journalisme lutte, et de toutes ses forces : il fact-checke. On ne pourra donc pas dire que le journalisme a failli face à Trump : sans relâche il a compulsé des statistiques et retourné de la documentation — n'a-t-il pas établi qu'il était faux de dire que tous les Mexicains sont des violeurs ou qu'Obama n'était pas américain ? Mais voilà, la post-vérité est une vague géante, un tsunami qui emporte tout, jusqu'aux digues méthodiques du fact-checking et du journalisme rationnel, et les populations écumantes de colère se mettent à croire n'importe quoi et n'importe qui. Au fait, pourquoï en sont-elles venues ainsi à écumer de colère, sous l'effet de quelles causes, par exemple de quelles transformations économiques, comment en sont-elles arrivées au point même de se rendre aux pires mensonges ? C'est la question qu'il ne vient pas un instant à l'idée du journalisme fact-checkeur de poser.

Il est d'ailleurs mal parti pour en trouver les voies si l'on en juge par les fortes pensées de ses intellectuels de l'intérieur, comme Katharine Viner, éditorialiste au *Guardian*, à qui l'on doit les formidables bases philosophiques de la « post-vérité ». Et d'abord en armant la percée conceptuelle de connaissance technologique dernier cri : les réseaux sociaux, nous explique Viner, sont par excellence le lieu de la post-vérité car ils enferment leurs adhérents dans des « bulles de filtre », ces algorithmes qui ne leur donnent que ce qu'ils ont envie de manger et ne laissent jamais venir à eux quelque idée contrariante, organisant ainsi la végétation dans le même, l'auto-renforcement de la pensée hors de toute perturbation. Mais on croirait lire là une description de la presse mainstream, qui ne se rend visiblement pas compte qu'elle n'a jamais été elle-même autre chose qu'une gigantesque bulle de filtre ! Ainsi excellentement partie pour un exercice décapant de remise en cause, Katharine Viner en vient logiquement à conclure que Trump « est le symptôme de la faiblesse croissante des médias à contrôler les limites de ce qu'il est acceptable de dire ». Le tutorat moral de la parole publique, spécialement celle du peuple et des « populistes », voilà, sans





surprise, le lieu terminal de la philosophie éditorialiste de la « post-vérité ». Comprendre ce qui engendre les errements de cette parole, pour lui opposer autre chose que les postures de la vertu assistée par le fact-checking, par exemple une action sur les causes, ne peut pas un instant entrer dans une tête d'éditorialiste-de-la-vérité, qui comprend confusément que, « les causes » renvoyant à ce monde, et l'hypothèse d'y changer quoi que ce soit de sérieux étant par principe barrée, la question ne devra pas être posée.

Le journalisme postpolitique

Ce que le journalisme « de combat » contre la post-vérité semble donc radicalement incapable de voir, c'est qu'il est lui-même bien pire : un journalisme de la post-politique — ou plutôt son fantasme. Le journalisme de la congélation définitive des choix fondamentaux, de la délimitation catégorique de l'épuration, et forcément en fine du gardiennage du cadre. La frénésie du fact-checking est elle-même le produit dérivé tardif, mais au plus haut point représentatif, du journalisme post-politique, qui règne en fait depuis très longtemps, et dans lequel il n'y a plus rien à discuter, hormis des vérités factuelles. La philosophie spontanée du fact-checking, c'est que le monde n'est qu'une collection de faits et que, non seulement, comme la terre, les faits ne mentent pas, mais qu'ils épuisent tout ce qu'il y a à dire du monde.

Le problème est que cette vérité post-politique, opposée à la politique post-vérité, est entièrement fausse, que des faits correctement établis ne seront jamais le terminus de la politique mais à peine son commencement, car des faits n'ont jamais rien dit d'eux-mêmes, rien ! Des faits ne sont mis en ordre que par le travail de médiations qui ne leur appartiennent pas. Ils ne font sens que saisis du dehors par des croyances, des idées, des schèmes interprétatifs, bref, quand il s'agit de politique, de l'idéologie.

Le spasme de dégoût que suscite immanquablement le mot d'idéologie est le symptôme le plus caractéristique du journalisme post-politique. Comme « réforme » et « moderne », le « dépassement de l'idéologie » est l'indice du crétin. Sans surprise d'ailleurs, le crétin post-politique est un admirateur de la « réalité » — systématiquement opposée à toute idée de faire autrement. Les deux sont évidemment intimement liés, et le fact-checking à distance avec eux. La purgation achevée de l'idéologie laisse enfin apparaître la « réalité », telle qu'en elle-même immarcescible, qu'il n'y a plus qu'à célébrer rationnellement en fact-checkant la conformité des énoncés (post-)politiques à ses « faits ».

Il faut avoir fait l'expérience de regards de sidération bovine confrontés à l'idée que la « fin des idéologies », le « refus de l'idéologie », sont des summum d'idéologie qui s'ignorent pour se faire plus précisément une idée du délabrement intellectuel d'où sont sortis simultanément : la « réalité » comme argument fait pour clôturer toute discussion, c'est-à-dire évidemment la négation de toute politique comme possibilité d'une alternative, la noyade de l'éditorialisme dans les catégories du « réalisme » et du « pragmatisme », la place de choix donnée par les médias à leurs rubriques de fact-checking, la certitude d'être à jour de ses devoirs politiques quand on a tout fact-checké, le désarroi sincère que les populations ne se rendent pas d'elles-mêmes à la vérité des faits corrects, et cependant la persévérance dans le projet de soumettre toute politique à l'empire du fact-checking, à en faire la vitrine d'une presse moderne qui, très significativement, pousse sur le devant de la scène ses Décodeurs et sa Désintox'.

Mais voilà, les décodeurs recodent sans le savoir, c'est-à-dire, comme toujours les inconscients, de la pire des manières. Ils recodent la politique dans le code de la post-politique, le code de la « réalité », et les désintoxiqueurs intoxiquent — exactement comme le « décryptage », cette autre abysse de la pensée journalistique, puisque « décrypter » selon ses ineptes catégories, c'est le plus souvent voiler du plus épais brouillard. Le fact-checking qui, épouvanté, demandera dans un cri de protestation si c'est donc qu'« on préfère le mensonge à la vérité », est sans doute ici hors d'état de saisir l'argument qui n'a rien à voir avec l'exigence élémentaire d'établir correctement des faits, mais plutôt avec l'accablant symptôme, après Trump, d'une auto-justification des médias presque entièrement repliée sur le devoir fact-checker accompli. Trump a menti, nous avons vérifié, nous sommes irréprochables. Malheureusement non. C'est qu'un Trump puisse débouler dans le paysage dont vous êtes coupables. Vous êtes coupables de ce qu'un Trump n'advient que lorsque les organes de la post-politique ont cru pouvoir tenir trop longtemps le couvercle sur la marmite politique.

Différences et préférences

Car voilà toute l'affaire : la post-politique est un fantasme. Elle est le profond désir du système intégré de la politique de gouvernement et des médias mainstream de déclarer forclos le temps de l'idéologie, c'est-à-dire le temps des choix, le désir d'en finir avec toutes ces absurdes discussions ignorantes de la « réalité

», dont il nous est enjoint de comprendre que, elle, ne changera pas. Mais c'est le désir de ce système, et de ce système seulement. Pour son malheur, le peuple obtus continue, lui, de penser qu'il y a encore matière à discuter, et quand toutes les institutions établies de la post-politique refusent de faire droit à cet élémentaire désir de politique, alors ce peuple est prêt à saisir n'importe quelle proposition, fût-ce la pire, pourvu qu'elle soit celle d'une différence. Tout le fact-checking du monde n'ôtera jamais que la politique est l'exercice de la différence quand il est, lui, le prononcé silencieux de la fin des différences, ce qui reste quand on a décidé qu'il n'y aurait plus de différences : le règne vide et insignifiant des « faits » — mais pour mieux laisser inquestionné, dans l'arrière-plan, le signifié-maître : le monde est comme il est.

Il reste alors une seule ligne de repli au journalisme mainstream, au journalisme de la post-politique qui se croit le journalisme de la vérité : concéder qu'il reste bien en effet une différence, mais une seule, et qu'elle est hideuse au point que tout devra lui être préféré — « tout » devant s'entendre adéquatement comme l'ensemble des sacrifices à consentir « hélas » à la « réalité ». Maintenir cette configuration du problème post-politique, n'admettant comme extérieur que la politique innommable de l'extrême-droite, requiert alors d'opérer le déni radical de la différence de gauche. Et si jamais celle-ci commence à faire son chemin, de la combattre impitoyablement.

C'est bien en ce point que ce système laisse affleurer ses propres préférences, ses haines inavouables. Disons ici carrément ceci : plutôt qu'une différence de gauche, il préférera prendre le risque de la différence d'extrême-droite, dont il doit bien pressentir que ses propres efforts, dérisoirement inefficaces, ne suffiront plus longtemps à en empêcher l'advenue. Et voilà, au bout de ses échecs à endiguer quoi que ce soit, où il finira d'impuissance : s'il faut en passer par l'expérience d'extrême-droite, ainsi soit-il ! Elle sera tellement ignoble qu'elle aura au moins le mérite de remonetiser le discours de la vertu, et la « réalité » sera ré-installée dans ses droits en une alternance à peine.

Au reste, si s'en trouvera bien quelques-uns au sein du grand parti post-politique pour apercevoir que les rapports de l'extrême-droite et de la « réalité » sont en fait loin d'être si distendus que le fact-checking pourrait le faire croire : Marine Le Pen ne sortira pas de l'euro, Trump a déjà fait savoir qu'il préserverait la dérégulation financière, la Grande-Bretagne du Brexit ne sera pas exactement un enfer anticapitaliste. À coup sûr, ce sont les migrants, les étrangers, et en France tous ceux qui ne respirent pas la souche, qui connaîtront leur douleur. Mais, d'une part, un républicanisme autoritaire caparaonné d'islamophobie s'en accommodera parfaitement. Et, d'autre part, la post-politique de la morale cachera sa joie de se refaire la cerise aussi facilement — le dernier espoir pour les ventes de Libération, du Monde et de L'Obs, c'est bien le FN.

Le déni de l'homogénéité (pauvre décodeur)

Si donc, du point de vue de la « réalité », le choix est entre le bien et un moindre mal, dont on expliquera qu'on le tient cependant pour le sommet du mal, alors il faut se mettre à tout prix en travers du vrai mal, mais sans pouvoir dire ouvertement que c'est lui qu'on considère comme tel : le mal d'une autre différence, le mal qui ne croit pas à la « réalité », celui qui pense que les définitions implicites de la « réalité » sont toujours mensongères, au moins par omission, qu'elles occultent systématiquement d'où sont venus ses cadres, qui les a installés, qu'ils n'ont pas toujours été là, par conséquent qu'il est possible d'en inventer d'autres. Ce mal à combattre sans merci, c'est la différence de gauche.

On ne s'étonnera pas de lire sous la plume d'un décodeur demi-habile la puissante critique de « lémédia », injuste réduction à l'uniformité d'un paysage si chatoyant de diversité. « Lesjours.fr ou Le Chasseur Français » ne racontent pas la même chose nous apprend le penseur-décodeur, de même qu'« Arte c'est [pas] pareil que Sud Radio ».

Comme c'est profond, comme c'est pertinent. « L'actualité sociale [n'est pas] présentée de manière identique dans *L'Humanité* et dans *Valeurs Actuelles* » poursuit-il si bien lancé, et n'est-ce pas tout à fait vrai ? On pense aussitôt à Gilles Deleuze : « on connaît des pensées imbéciles, des discours imbéciles qui sont faits tout entiers de vérités ». Misère de la pensée fact-checkeuse.

Dans le registre qui est pourtant le sien, pour ne pas trop le secouer quand même, on pourrait demander à notre décodeur combien de fois par an il entend citer *L'Humanité*, *Politix* ou *Le Monde Diplomatique* dans la revue de presse de France Inter, ou ailleurs, combien de fois il voit leurs représentants à la télé ou dans les radios. Voudrait-il avoir l'amabilité de se livrer à ce genre de décompte ? (on lui signale qu'Acrimed s'y livre à sa place depuis deux décennies et que, de même, jamais un article d'Acrimed n'est cité dans lémédia bariolés). Au hasard, puisqu'il décode au Monde, pourrait-il fact-checker vite fait combien de reprises ont salué l'édifiante enquête de Politix sur les méthodes managériales de Xavier Niel, où l'on comprend tout de même une ou deux choses sur ce qui conduit de la violence néolibérale aux rages qui saisissent les classes salariées ?

La gauche, l'inadmissible différence

Sauf pour cette forme de cécité intéressée qui tient des variations de queues de cerises pour des différences ontologiques, lémédia existent bel et bien, on peut même en donner la caractéristique constitutive : la haine commune de la gauche que, significativement, tous nomment de la même manière : « extrême-gauche » ou « gauche radicale », quand ça n'est pas le risible « gauche de la gauche », cet aveu involontaire que ce qu'ils appellent usuellement « la gauche » est bel et bien à droite. Sans surprise, cette haine est portée à son comble dans les médias de gauche de droite, où le culte de la « réalité », c'est-à-dire le schème fondamental de la pensée de droite, a été si profondément intériorisé que le reconnaître mettrait à mal des engagements de plusieurs décennies — au service de la « réalité » —, et pire encore, des représentations intimes de soi, des luttes personnelles trop incertaines pour s'efforcer de croire qu'on est « quand même de gauche ».

Il suffit d'observer dans ces médias le traitement comparé, textuel, iconographique et politique, des personnalités de gauche (de vraie gauche) et des personnalités du centre, voire carrément bien installées à droite, pour se faire une idée de leur lieu réel — encore ce week-end dans Libération, « NKM, la geek, c'est chic », oui, c'est d'une insoutenable violence. S'il y a des endroits où l'on fait sans merci la chasse à la différence de gauche, à cette différence qui pense que le monde présent n'est pas la « réalité », parce qu'il n'a pas toujours été ce qu'il est, qu'il l'est devenu par l'effet d'une série de coups de force, dont la plupart d'ailleurs ont été politiquement accomplis par des gouvernements « de gauche », et symboliquement validés par des médias « de gauche », s'il y a des endroits où cette différence fait l'objet d'une traque éradicatrice, ce sont bien, en effet, « lémédia ».

Or l'étouffement systématique de la différence de gauche, celle qui s'en prendrait ouvertement à la mondialisation libérale, qui fracturerait le verrou à toute politique progressiste possible de l'euro, qui contesterait l'emprise du capital sur toute la société, et même : remettrait en question les droits de la propriété lucrative sur les moyens de production, organiserait juridiquement le contrôle politique des producteurs sur leur activité, cet étouffement ne laisse ouvert que le soupire de l'extrême-droite, porte des Trump au pouvoir car ceux-ci arrivent lancés avec bien plus d'avance que des Sanders, dont lémédia, en effet, ont tout fait pour qu'il ne vienne pas déranger la candidate chérie, comme ils font tout pour abaisser Corbyn, traîner Mélenchon dans la boue, tous noms

propres à lire ici plutôt comme des noms communs, comme les appellations génériques d'une possibilité de différence. Qui lémédia existent, bons apôtres du dépassement de l'idéologie en proie à des haines idéologiques incoercibles : par haine de Sanders, ils ont eu Trump ; par haine de Corbyn, ils maintiendront May ; à Mélenchon ils préféreraient tacitement Le Pen — mais attention, avec des éditoriaux grandiloquents avertissant qu'il y a eu « un séisme ». Et si d'aventure le désir d'une différence de gauche désinvestissait ces personnages trop institutionnels et souvent trop imparfaits, pour prendre la rue sérieusement, c'est-à-dire, par-delà le folklore du monôme, avec la menace de conséquences, lémédia n'y verraient plus que des « casseurs », comme lors de Nuit Debout quand, passé le moment du ravissement citoyen, le cortège de tête a commencé à affoler les rédactions, interloquées d'« une telle violence ».

L'écroulement ?

C'est qu'un système signale son impuissance à ses points de stupéfaction, qui le voient désemparé d'incompréhension aux situations qu'il a lui-même contribué à produire. On sait qu'on se rapproche de ces points lorsque, résultat nécessaire de la prohibition des différences, la confusion s'accroît, nourrie par le commentaire médiatique, lui-même de plus en plus désorienté. Alors des électeurs de « gauche » affolés se précipitent à une primaire de droite ; on débat gravement de la légitimité d'une telle participation ; on laisse un pur produit du système se qualifier lui-même d'anti-système quand une telle bouffonnerie devrait lui valoir le ridicule universel ; on commentera bientôt son livre intitulé Révolution, et le sauf-conduit accordé sans sourcil à une pareille imposture lexicale livrera en effet l'essence réelle de lémédia, leur commune collaboration au dévoiement des mots, à l'effacement de toute perspective de transformation sociale dont le signifiant historique, « révolution », recouvre désormais la suppression des 35 heures et la libéralisation des autocars. Car il faut imaginer comment aurait été reçue la Révolution d'un Macron dans les années 70, à l'époque où lémédia n'avaient pas encore acquis leur consistance d'aujourd'hui : dans un mélange d'outrage, de rires et d'épluchures. Dans un formidable télescopage où le fortuit exprime intentionnellement toute une nécessité, c'est sur Macron, précisément, que L'Obs fait sa une le jour même de l'élection de Trump — Macron, l'agent par excellence de l'indifférenciation, du règne de la non-différence, le carburant de la différence d'extrême-droite.

Lire aussi Serge Halimi, « Indépendance, au-delà d'un mot creux », *Le Monde diplomatique*, novembre 2016. Lorsque la gauche officielle, celle que lémédia accompagneront jusqu'à la décharge, devient à ce point de droite, qui peut s'étonner que la droite pour continuer d'avoir l'air de droite, c'est-à-dire différente de la gauche, n'ait d'autre solution que d'aller encore plus loin à droite, et que tout le paysage soit alors emporté d'un seul mouvement ? Mais poussé par qui ? Sinon par cette « gauche » elle-même et sémédia. Pacte de responsabilité, CICE, TSCG, loi travail, étrangement de l'AP-HP, massacre social passivement observé à *La Poste* : les commandements douloureux mais incontestables de la « réalité » — elle, hors fact-checking. Et pendant la destruction qui trumpise infailliblement toutes les sociétés, lémédia soutiennent à bout de force la « gauche-qui-se-confronte-au-réal (elle !) », cet asile de la démission politique, cette pauvreté pour têtes farineuses, qui ont trouvé leur dernière redoute dans ce rogan de pensée.

Plutôt l'abîme que la vraie gauche, voilà à la fin des fins le choix implicite, le choix de fait, de lémédia. C'est que les protestations outragées d'une telle imputation n'en pourront mais : de quelque manière que les individus recouvrent leurs actes en paroles, ce sont bien ces actes qui trahissent leur préférence de fait, leur préférence réelles. Après avoir tout fait pour ne laisser aucune chance à la seule différence opposable à la différence d'extrême-droite, on dira alors que, comme Trump, Le Pen est arrivée... parce que le bas peuple ne croit plus à la vérité. Voilà où en est la pensée de lémédia. Qui n'auront bien sûr, pas plus à ce moment qu'aujourd'hui, aucune responsabilité dans l'état des choses.

Un système qui ne possède plus aucune force de rappel, plus aucune régulation interne, plus aucune capacité de piloter une réelle transition politique à froid ne mérite que de disparaître. Il va. Le propre d'un système aussi rigidifié, aussi hermétique à son dehors, et incapable d'enregistrer ce qui se passe dans la société, c'est qu'il ne connaît pas d'autre « ajustement » que la rupture, et qu'il suffit de très peu de temps pour le faire passer de l'empire écrasant qui barre tout l'horizon à la ruine complète qui le rouvre entièrement.

Frédéric Lordon



Corée du sud

La présidente propose d'abandonner le pouvoir

La présidente sud-coréenne Park Geun-hye, éblouie par une sérieuse affaire de trafic d'influence, a demandé mardi au Parlement de trouver un moyen pour lui permettre de quitter le pouvoir, et de décider lui-même de la date de sa démission.

Par cette intervention, la présidente confie la tâche de résoudre la crise politique au parlement, qui est dominé par une coalition de partis d'opposition depuis que le parti Saenuri de Park Geun-hye a, de manière inattendue, perdu sa majorité lors des élections législatives d'avril dernier.

Agée de 64 ans, la présidente s'est déjà excusée publiquement à deux reprises pour son rôle dans cette affaire, mais jusqu'à mardi, elle n'avait pas paru entendre les appels en faveur de son départ. Son quinquennat doit normalement prendre fin en février 2018.

La Maison bleue (présidence) comme l'avocat de Park ont rejeté les accusations. Park Geun-hye bénéficie d'une immunité aussi longtemps qu'elle reste en fonctions.

Le Parti démocrate, la principale formation de l'opposition, a dit voir dans l'allocution télévisée de Park une manoeuvre pour éviter une procédure en destitution, écrit mardi l'agence de presse Yonhap. Ce parti entend poursuivre ses efforts pour la destituer, ajoute l'agence, qui cite son porte-parole Youn Kwan-suk.

«Je vais laisser au Parlement le soin d'organiser tout ce qui concerne mon avenir, notamment la réduction de mon mandat», a annoncé la présidente dans sa brève allocution télévisée.

«Je démissionnerai de ma fonction en conformité avec la loi une fois qu'une transition stable aura été mise en place, qui minimisera les remous et le vide politiques, cela



après des consultations entre les partis dans l'opposition et au pouvoir», a-t-elle ajouté.

Après l'inculpation d'une de ses proches amies, Choi Soon-sil, et d'un ex-conseiller, An Chong-bum, pour abus de pouvoir, la présidente est plus impopulaire que jamais et les appels à sa démission se sont accumulés dans les dernières semaines, sur fond de manifestations monstres. La cote de popularité de la présidente est tombée à 4%.

Les enquêteurs du ministère public veulent savoir si la chef de l'Etat a fait pression sur les patrons des grands conglomérats du pays, les «chaebols», pour lever des fonds pour deux fondations au centre de l'affaire de trafic d'influence.

L'amie de la présidente est accusée d'avoir utilisé ses relations avec Park Geun-hye pour s'immiscer dans les affaires de l'Etat et exercer son influence dans le monde

de la culture et du sport.

Leur amitié remonte à la période où Park Geun-hye jouait le rôle de «première dame» par intérim, après le meurtre de sa mère, tombée sous une balle en fait destinée à son père, l'autocrate Park Chung-hee. Cinq ans plus tard, en 1979, le père de l'actuelle présidente était assassiné par le chef des services de renseignement.

Reuters

Australie

Accélération du dépérissement des récifs coralliens

■ L'élévation de la température des eaux de mer dans le secteur de la «Grande barrière de corail», au large de l'Australie, a tué les deux tiers d'un tronçon de récifs coralliens de 700 km de long au cours des neuf derniers mois, ont déclaré mardi des scientifiques.

Il s'agit selon eux du pire dépérissement du corail jamais enregistré dans ce site classé au patrimoine mondial de l'humanité.

Ce dépérissement est «presque sans aucun doute» le plus important jamais enregistré dans le monde, étant donné l'ampleur de la Grande barrière de corail, qui couvre 348.000 km² et représente le plus grand récif corallien de la planète, a déclaré à Reuters le professeur Andrew Baird, chercheur à l'université James Cook, qui participe à l'étude des récifs coralliens.

Le blanchiment du corail survient quand les eaux sont trop chaudes, ce qui provoque la perte des algues symbiotiques (zooxanthelles) nichées dans les tissus des polypes. Cette réaction provoque une calcification du corail, qui blanchit. Un corail qui a moyennement blanchi peut se remettre si la température de l'eau s'abaisse, et les études ont montré que cela a été le cas dans le sud de la Grande barrière de corail, où la mortalité du corail a été nettement inférieure.

Si le blanchiment intervient naturellement, les scientifiques craignent fort que la hausse de la température des eaux, provoquée par le réchauffement climatique mondial, n'exacerbe le phénomène, privant les écosystèmes sous-marins de la capacité à récupérer.

L'Unesco n'est pas allée jusqu'à placer la Grande barrière de corail sur sa liste des sites «en danger» en mai dernier mais a demandé au gouvernement australien d'actualiser ses informations sur les efforts engagés pour protéger la barrière de corail.

Reuters

Colombie

Crash d'un avion avec des footballeurs brésiliens à bord

Un avion, avec à son bord 72 passagers, dont l'équipe brésilienne de football Chapecoense, et neuf membres d'équipage s'est écrasé lundi soir en Colombie, près de Medellin (nord-ouest), ont annoncé les autorités aéroportuaires en faisant état de six survivants.

«La police nationale est arrivée sur place et déploie toute l'aide possible, étant donné qu'il est fait état de six survivants», a indiqué dans un communiqué l'aéroport José María Córdova de Rionegro, qui dessert Medellin.

Un peu plus tôt, l'aéroport avait indiqué sur son compte Twitter que «l'avion immatriculé CP2933 transportait l'équipe du @ChapecoenseReal» et qu'il était en provenance de Bolivie avec 72 passagers, dont les footballeurs, et neuf membres d'équipage. Il s'est écrasé à Cerro Gordo, dans la commune de La Union.

«Selon le rapport que nous avons, l'avion a été porté disparu à 21h30 (01H30

GMT mardi) et l'accident a été enregistré à 22H34 (03H34 GMT mardi)», a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'aéronautique civile, qui a mis en place un poste de commandement unifié à l'aéroport de Medellin pour gérer la situation.

L'accès au site du crash, situé à environ 50 km de Medellin, n'est possible que par voie terrestre en raison des «conditions climatiques», a ajouté l'aéroport.

«Apparemment, l'avion est tombé en panne sèche», a de son côté indiqué à l'AFP Elkin Ospina, maire de La Ceja, une commune voisine de La Union. D'après lui, les secours sont déjà sur place et les centres médicaux de la région se préparent à recevoir les blessés.

Le club de football de Chapecoense n'avait pas réagi dans l'immédiat. Ses joueurs se rendaient à Medellin pour y affronter l'Atletico Nacional dans le match aller de la finale de la Coupe d'Amérique du Sud.

Japon

Cas de grippe aviaire, abattage de plus de 330.000 volailles

■ Des cas de grippe aviaire ont été confirmés mardi au Japon, dans deux préfectures différentes, conduisant les autorités à décider d'abattre plus de 330.000 poulets et canards d'élevage, selon des communiqués du ministère de l'Agriculture. Il s'agit de la souche H5, ont précisé les autorités, qui ne sont pas encore en mesure de dire s'il s'agit du virus H5N6 ou H5N8. Sont touchés entre 310.000 et 320.000 poulets d'une ferme de la préfecture de Niigata (nord-ouest) et 16.500 canards d'un élevage d'Aomori (nord), selon le gouvernement. Il se peut que

d'autres cas apparaissent dans d'autres régions, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Yoshihide Suga, lors d'une conférence de presse. Le Premier ministre Shinzo Abe a immédiatement ordonné de prendre les dispositions sanitaires habituelles dans ce type de circonstances, ont indiqué le ministère et le porte-parole du gouvernement. Les paysans concernés se sont vu ordonner de ne pas déplacer leurs volailles dès la découverte de cas de morts suspectes d'animaux dans leurs élevages respectifs. Les tests pratiqués ont révélé la présence de la maladie chez les poulets et

canards incriminés. L'abattage des poulets et l'assainissement des lieux devraient être terminés d'ici au 2 décembre, et celui des «canards français» (selon la dénomination japonaise) d'ici à la fin de la journée de mardi.

Il s'agit des premiers cas relevés en élevage au Japon depuis janvier 2015, selon le ministère de l'Agriculture. «Il n'y a pas eu au Japon de cas recensés jusqu'à présent de transmission à l'homme via la consommation de viande de volaille ou d'oeufs», a souligné la même source.

AFP

Selon Azzedine Mihoubi

Des projets lancés dans l'industrie culturels

Le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi a fait savoir lundi à Naama que plusieurs projets de services et d'industrie culturels étaient en phase de lancement et pouvaient constituer un moyen de croissance du PIB.



En marge d'une visite d'inspection dans plusieurs monuments et sites culturels de la wilaya, le ministre a indiqué que "plusieurs projets en phase de lancement dans le domaine de l'industrie et des services culturels peuvent constituer un autre moyen de croissance du PIB et une opportunité pour les hommes d'affaires et les entreprises privées, de découvrir et d'investir le champ culturel et concrétiser des résultats au profit de l'économie nationale".

Il s'agit, selon le ministre, "des projets de studios et de laboratoires cinématographiques, de groupes d'impression, de musées, de maisons d'édition et autres. Des contacts ont lieu avec les wilayas pour faciliter les mécanismes de concrétisation de ces projets".

M. Mihoubi a insisté sur l'importance de protéger et réhabiliter les monuments historiques afin de les sécuriser et les transformer en

monuments à même de contribuer à la promotion du tourisme culturel.

Dans ce contexte le ministre a souligné la nécessité pour "les associations d'intervenir sur le terrain et de s'engager à protéger et gérer ces monuments historiques selon un cahier des charges défini en collaboration avec des institutions relevant de l'Etat". La société civile est un support important pour les institutions du secteur en matière de valorisation des vieux Ksours, a-t-il fait valoir.

Le ministre a affirmé que les gravures rupestres de Naama nécessitent un "travail d'entretien exceptionnel et de réhabilitation à travers des recherches complémentaires, et davantage de lectures académiques de ces gravures rupestres qui prouvent la présence de l'homme".

Il a mis l'accent sur la nécessité de préserver et de protéger le patrimoine culturel algérien, qu'il soit matériel ou immatériel, à l'instar des vestiges de Naama qui

feront l'objet d'une recherche approfondie par le biais du centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).

Une carte nationale regroupant tous les sites archéologiques et historiques à travers le territoire national sera établie.

Le Ksar Maghrrar Tahtani (construit depuis plus de 6 siècles) a été la première station de la visite de M. Mihoubi qui s'est également rendu dans la Zaouia de cheikh leader de la résistance dans le sud, Cheikh Bouamama, construite en 1881.

M. Mihoubi a annoncé que le palais Tiout, construit au 15e siècle et qui a fait l'objet de plusieurs opérations de restauration en 2003, 2008 et 2013 sera bientôt classé patrimoine national.

Lors d'une halte à la salle de cinéma Imzi, à Ain Sefra, le ministre a jugé impératif d'inscrire cette structure parmi celles gérées par l'office national de la culture et de l'information (ONCI). Ainsi

Naama sera porté sur la liste des wilaya où seront projetées les nouvelles productions cinématographiques, a-t-il soutenu.

Le gouvernement envisage de promouvoir le rôle du cinéma dans la vie sociale et dans le cadre de cette démarche, des avancées ont été réalisées dans le processus de récupération et d'aménagement des salles de projection outre la révision du financement des oeuvres cinématographiques qui sera dirigé à l'avenir vers les productions à coût moindre tels les courts métrages et les films documentaires, a poursuivi M. Mihoubi.

Le ministre s'est enfin rendu à la bibliothèque municipale de la commune de Mechria où il a exprimé sa disposition à apporter l'aide nécessaire à ces structures pour les doter de nouveaux titres insistant sur l'impératif de les ouvrir au public hors des horaires de travail.

L. O.

Festival "Nuits du théâtre" à Assafi (Maroc)

Participation de la pièce "Ana wal Maréchal"

La pièce théâtrale "Ana wal Maréchal" représentera l'Algérie au 4ème festival international "Nuits du théâtre" qui se tiendra du 6 au 10 décembre prochain à Assafi (Maroc), a-t-on appris lundi de son réalisateur, Said Bouabdellah.

Cette œuvre, produite par la coopérative "Atelier d'El Bahia" d'Oran, sera présentée à l'ouverture de cette manifestation, organisée par la troupe "Joussour Assafi".

La pièce traite de la citoyenneté et de la trahison abordant le conflit de dualité entre le bien et le mal à travers l'histoire d'un maréchal qui, impliqué dans des détournements de fonds, se réfugie dans une forêt en compagnie d'un soldat, Alfonso, auquel il fait croire qu'ils sont en mission secrète, profitant de sa naïveté et son patriotisme pour l'utiliser à son service.

Les comédiens Bouhadjar Boutchiche et Foued Bendoubaba incarnent les deux principaux rôles de cette pièce écrite par l'écrivain marocain Ahmed Kares et réalisée par Said Bouabdellah, président de la coopérative "Atelier d'El Bahia".

La pièce "Ana wal Maréchal" a déjà obtenu deux prix de la meilleure mise en scène et de la meilleure interprétation à la 5ème édition du festival maghrébin du théâtre amateur de Nabeul (Tunisie), organisé du 27 au 30 octobre dernier.

Cette œuvre a été présentée une centaine de fois, selon le metteur en scène qui a indiqué que cette coopérative fondée en 2004 a produit 14 œuvres et s'attelle à produire sa nouvelle pièce "El Jaras" (La cloche).

R. O.

Festival international du cinéma d'Alger

La qualité prime en dépit des difficultés financières

La 7e édition du festival international du cinéma d'Alger (FICA), dédiée au film engagé sera marquée par la projection de 17 films, en sus de deux films hors compétition choisis pour leur qualité et le thème traité, et ce en dépit des difficultés financières rencontrées, ont affirmé, lundi à Alger, les organisateurs du festival.

Organisée du 1 au 8 décembre, la 7e édition du FICA verra la projection d'autres films ayant connu un franc succès lors de rendez-vous culturels internationaux pour les thèmes traités.

Au programme de cette édition, le film franco-britannique "I, Daniel Blake" du réalisateur Ken Loach qui a remporté la palme

d'or lors de la dernière session du festival de Cannes.

Il est prévu également la projection des films "Cartas de guerra" (lettres de la guerre) du réalisateur portugais Ivo Ferreira sur l'émigration et "Mercenaire" (2016) du réalisateur français Sacha Wolff.

Cette 7e édition dédiée à la mémoire du leader cubain, Fidel Castro décédé vendredi, et considéré comme un symbole d'engagement et d'ouverture sur la culture sera marquée par la projection en avant première du film "Ouled Mokrane" du réalisateur Amor Hakkar, seul film algérien participant à la compétition officielle dans la catégorie fiction.

La commissaire du festival,

Zahira Yahi a expliqué la faible participation algérienne à ce rendez-vous en raison du niveau des films proposés qui était, selon elle, en deçà du niveau requis.

Les amateurs du 7e art seront au rendez-vous avec la réalisatrice Yamina Salami qui présentera son film "I am Nojoom, Age 10 and divorced" (fiction) qui sera présente lors du festival.

Dans la case des films documentaires sont inscrits "Fuocoammare" (par delà Lampedusa), d'Italie et "Ledjouad" du Sahara occidental.

Deux fictions seront projetées hors compétition. Il s'agit du film américain "The birth of a nation" (naissance d'une nation) qui inaugurera le festival et "Le professeur

de violon", du Brésil, qui lui clôturera la manifestation.

Les réalisateurs algérien Ameur Hakkar, yéménite Khadija Al Salami et colombienne Camila Rodriguez prendront part au Fica.

Lors de cette édition qui rendra hommage à la réalisatrice sahraouie Djamilia Sahraoui, le critique de cinéma Ahmed Bejaoui animera deux ateliers le premier sur "l'engagement dans le cinéma entre appels et défis" et le second intitulé "Comment favoriser l'émergence d'un cinéma jeune en Algérie".

Le réalisateur Abdelkrim Bahloul présidera le jury des films fiction. Fatima Zaamoum présidera le jury des films documentaires.

La commissaire du festival a évoqué dans une conférence de presse les difficultés financières auxquelles elle s'est confrontée durant la préparation de l'évènement. Faute d'aide du ministère de la culture, les organisateurs ont dû rechercher le sponsor auprès des entreprises publiques. Certains cinéastes ont été solidaires et offerts leur production à titre gratuit, a-t-elle dit.

A la question de savoir pourquoi seules les salles El Mouggar et la cinémathèque d'Alger abritaient les projections du Fica, elle a répondu que les autres structures n'étaient pas dotées du DCP (digital cinéma package).

H. M.



JENNIFER LOPEZ

SES JUMENTS EMME ET MAX ONT BIEN GRANDI

Super chanteuse, super businesswoman mais aussi et surtout super maman, Jennifer Lopez est inséparable d'Emme et Max, ses jumeaux âgés de huit ans. Une fusion totale que la "bomba latina" de 47 ans assume totalement.

Ils sont les "lumières de sa vie", ceux qui dès la seconde où ils sont nés, ne lui ont jamais apporté autre chose que de la "joie et du bonheur". Ces derniers mots proviennent d'un message que Jennifer Lopez a posté sur son compte Instagram le 22 février dernier, date à laquelle ses jumeaux Emme et Max ont fêté leur 8 ans. Sur tous les fronts, la "bomba latina" âgée aujourd'hui de 47 ans s'accommode aisément de sa vie de mère célibataire. Et si "Jenny from the block" est peu discrète sur les hommes qui ont partagé sa vie, les mots coulent sans problème quand il s'agit d'expliquer sa relation à ceux qui ont donné "un nouveau sens à sa vie".

Une relation fusionnelle et quasi-exclusive qu'elle vient d'expliquer dans l'émission Good Day New York diffusée sur la chaîne américaine Fox 5. La star s'y est confiée à cœur ouvert sur l'éducation de ses enfants au regard de son impressionnante notoriété et son emploi du temps exceptionnellement chargé. "Nous n'avons pas une vie normale, mes enfants ne sont pas des enfants normaux. Je ne suis pas normale, donc ma vie ne l'est pas non plus, j'ai fini par accepter ça", a confié celle qui assure jusqu'au 17 décembre prochain une résidence à l'Axis Theater du Planet Hollywood Resort & Casino de Las Vegas. Face à ces nombreux impératifs professionnels, J-Lo préfère que ses enfants suivent des cours par correspondance. Un choix qui ne plaît pas à tout le monde mais qu'elle assume totalement. "Tout le monde me dit de les scolariser normalement, qu'ils ont besoin d'avoir des amis. Le genre de choses qui me rend dingue et qui rendrait dingue n'importe qui! Ils sont super heureux comme ça, ils sont très équilibrés, aimants. Ce sont des enfants attentionnés et c'est ce qu'il y a de plus important. Bien sûr qu'on va faire en sorte qu'ils soient éduqués, je pense que l'école à la maison est ce qu'il y a de mieux pour eux. L'essentiel, c'est qu'ils soient avec leur mère, et qu'ils ne se sentent pas abandonnés par un de leurs parents", a-t-elle expliqué. "Je veux être là pour eux et ne rien manquer. Le temps passe si vite" a conclu l'interprète d'Ain't Your Mama. "Je ne suis pas ta maman", un titre qui évoque sans détour son rapport aux hommes notamment à son ex le danseur Casper Smart de 18 ans son cadet avec lequel elle était en couple depuis 2011 et dont elle s'est séparée en août dernier. Si côté cœur, rien n'a été véritablement annoncé depuis, J Lo a cependant fait une apparition très remarquée - quelque temps après sa rupture avec son "toyboy" - aux côtés de Marc Anthony, le père de ses deux enfants auquel elle a été mariée dix ans durant. Ce dernier à qui elle a confié la production de son nouvel album. Car malgré leur divorce, prononcé en 2014, les deux chanteurs sont toujours restés en très bons termes, une aubaine pour leurs jumeaux Max et Emme.

NUTRITION

LES FRUITS D'ÉTÉ, GORGÉS DE BIENFAITS

Très désaltérants, les fruits de l'été présentent des avantages nutritionnels uniques. On le dit et on le répète: pendant l'été, il est indispensable de bien s'hydrater, notamment en cas de forte chaleur. Boire de l'eau reste la meilleure solution, et la plus évidente. Mais la nourriture solide constitue également une source importante de liquide, et notamment les fruits entiers, composés pour la plupart d'au moins 85% d'eau. Un taux qui peut même dépasser les 90% pour les pêches, le melon ou la pastèque.

Stars de l'été, les fruits à croquer présentent de nombreux avantages nutritionnels. Ils sont riches en nutriments essentiels au bon fonctionnement de notre organisme: vitamines, antioxydants, minéraux et oligo-éléments. Ils contiennent également des fibres qui favorisent la digestion et ralentissent l'absorption des sucres apportés par ce même fruit, alors que les autres aliments sucrés sont d'ordinaire rapidement digérés au début de l'intestin. La satiété est favorisée, ce qui retarde l'apparition de la sensation de faim. En choisissant des produits issus de l'agriculture biologique ou, à défaut, en

lavant bien les fruits, il est possible de conserver la peau, riche en éléments bénéfiques, tout en limitant l'exposition aux pesticides.

Tout cela fait des fruits entiers des aliments à privilégier pour les régimes et pour lutter contre l'obésité, mais pas uniquement. L'absorption ralentie du sucre préserve le foie et le pancréas dans leur rôle de décomposition des aliments et de régulation de la glycémie.

UN FRUIT ENTIER PLUTÔT QU'UN JUS

Pour autant, il ne faudrait pas en déduire que les jus de fruits 100% pur jus présentent les mêmes bénéfices que les fruits à croquer. La forme liquide entraîne une ingestion très rapide: alors qu'il faut quelques minutes pour manger une pêche, quelques secondes suffisent à boire un verre de jus de pêche, qui contient l'équivalent en sucre d'au moins deux ou trois fruits. On y perd également l'avantage des fibres, et souvent celui des vitamines concentrés dans la peau. Quitte à boire du fruit, il est donc préférable d'en mixer un ou deux.

Dernier conseil: août étant le mois de l'année où l'on trouve le plus de fruits, profitez-en



pour varier vos choix, vous maximiserez les bénéfices. Pour reprendre les mots du Dr Katz, directeur du centre de recherche en prévention à l'université de Yale, «mangez l'arc-en-ciel» : mûres, prunes, poires, raisin, figues, abricots, fraises, cerises...

BIEN-ÊTRE

LA DOUCEUR DES PARFUMS D'AMBIANCE

Un pschitt et vous voilà non seulement débarrassée de l'odeur de cigarette froide de votre collègue, mais plongée dans une évasion olfactive. Mais attention!

Pas question de choisir les parfums d'ambiance costauds dont le but est de faire diversion avec les mauvaises

odeurs! On va ici se diriger vers des senteurs émotionnelles qui apportent du réconfort.

Mieux, joindre l'utile à l'agréable en vaporisant des mélanges d'huiles essentielles bénéfiques: anti stress, relaxation... le choix est vaste en aromathérapie! Autre option: les diffuseurs.

On y dépose quelques gouttes d'huiles essentielles de son choix, ou un mélange et on laisse diffuser. L'avantage?

Ils agissent aussi comme humidificateurs: idéal avec la clim ou le chauffage! Astucieux: le mini diffuseur façon clé USB qui se branche sur l'ordinateur!



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue II Le Roumain Calin et Nechma arrivent à l'USMB et à l'ASK

■ Le Roumain Augustin Calin et Sofiane Nechma ont pris lundi leurs fonctions respectivement à la barre technique de l'USMB Blida et de l'AS Khroub, pensionnaires de la Ligue 2 Mobilis de football. Augustin Calin remplace le Palestinien Saïd Hadj Mansour alors que Nechma succède à Mohamed Bellachtar. Sofiane Nechma a mené le WA Boufarik à l'accession en Ligue 2 la saison dernière alors qu'Augustin Calin (43 ans), ancien international roumain (2 sélections) n'a jamais eu auparavant une expérience en tant qu'entraîneur. Des seize (16) formations de la Ligue 2, seules quatre (4) continuent de faire confiance à leurs entraîneurs avec lesquels elles ont débuté la saison. Il s'agit de la JSM Béjaïa, du Paradou AC, de l'ASO Chlef et du MC Saïda. Certains clubs ont même changé jusque-là trois entraîneurs, à l'image du RC Arbaâ et du GC Mascara.

Mondial du sport de boule (U18/U23)

L'Algérie avec 6 athlètes à Monaco

■ Les sélections algériennes de sport de boule des catégories U18 et U23, prennent part au championnat du monde de la discipline, spécialité jeu long, prévu du 28 novembre au 5 décembre à Monaco, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne des sports de boules. Les sélections algériennes qui ont rallié la Principauté de Monaco dimanche, sont composées de 6 athlètes. 3 en U18 et 3 en U23, précise l'instance fédérale. Dans la catégorie des U18, l'Algérie sera représentée par Mohamed Amine Chachoua, Foued Malek, et Rezki Athmane, alors que Mohamed Amine Mokdad, Skander Beltaïf, et Mostafa Bouzidi seront engagés chez les U23. Le sport de boule, spécialité jeu long, est un sport d'équipe en doublette ou quadrette, qui consiste à placer le maximum de boules le plus près possible d'une petite sphère de bois servant de but.

Tournoi de qualification à la FIBA Africa Champions Cup de Basketball

Le GS Pétroliers rate la qualification

■ Le club de basket-ball algérien GS Pétroliers a raté la qualification pour la phase finale de la FIBA Africa Champions Cup, en s'inclinant face à la formation marocaine de l'AS Salé (90-94), pour le compte de la dernière journée du tournoi de qualification de la Zone 1, disputé lundi à El Hociema (Maroc). En tête durant tout le match, les Pétroliers ont très mal géré les dernières possessions du match laissant filer une qualification qui leur tendait les bras. Le deuxième club qualifié de la Zone 1, est le Club Africain de Tunisie qui avait assuré sa qualification en remportant ses deux premiers matchs face à l'AS Salé (75-73), et le GS Pétroliers (72-64). Ce tournoi de qualification de la zone 1 a enregistré la participation de quatre clubs: GS Pétrolier, Club Africain, AS Salé et le Chabab Rif Al-Hoceïma. Six clubs ont déjà composé leur billet pour le tournoi final prévu en Egypte: Al-Ahly (Egypte), City Oilers (Ouganda), Kano Pillars et Customs (Nigeria), Primeiro de Agosto et Recreativo do Libolo (Angola).

Ligue 1 Mobilis (mise à jour/8e journée)

Le MOB jouera face au MCA à Sétif



Sanctionné par la LFP suite aux incidents qui ont émaillé le match face au MCO joué à Béjaïa, le MO Béjaïa devrait continuer à recevoir au stade du 8 mai 1945 de Sétif. En effet, elle accueillera le MC Alger le mardi 6 décembre sur ce même

stade à 16h00 en match comptant pour la mise à jour de la 8e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, selon ce qu'a annoncé hier la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Il faut savoir que le MOB a écopé de quatre matchs à huis clos, dont deux à l'extérieur,

suite aux incidents survenus pendant et après la rencontre MO Béjaïa-MC Oran (0-0) disputée le 18 novembre au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa dans le cadre de la 12e journée du championnat de Ligue 1. Les Crabes ont purgé leur premier match à l'extérieur samedi à l'oc-

casion de la rencontre comptant pour les 32es de finale de la Coupe d'Algérie face au NA Hussein-Dey (0-1) disputée à Sétif. Le MOB, finaliste malheureux de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) occupe la dernière place au classement avec 7 points seulement, ce qui fait que ce dernier se trouve dans une situation très difficile. La formation des gars de Yemma Gouraya a fait appel à l'ex-coach du Nasr d'Hussein-Dey, Youcef Bouzidi, qui aura pour mission de tenter de redresser la barre et sortir de la zone dangereuse, même si cela sera très difficile, en regardant le calendrier qui attend l'équipe qui aura à disputer des matchs pièges que ce soit à domicile ou à l'extérieur de ses bases. Il faudra une très grosse dose de courage aux joueurs du MOB pour s'en sortir surtout que la majorité des joueurs sont abattus par ce qui leur arrive et pensent qu'il faudra un miracle pour s'en sortir et assurer le maintien en Ligue 1.

Imad M.

Verts d'Europe

Soudani domine le classement des internationaux algériens

■ L'attaquant international algérien du Dinamo Zagreb (Div.1 croate de football) Hilal Soudani, buteur dimanche en championnat face à Osijek (2-0) occupe la tête du classement des internationaux algériens évoluant en Europe avec 9 buts toutes compétitions confondues. Le joueur algérien compte 7 buts en championnat et 2 en Ligue des champions d'Europe. L'ancien joueur de l'ASO Chlef (Ligue 2/Algérie) devance l'attaquant du Standard de Liège (Div.1 belge) Ishak Belfodil qui a contribué dimanche à la victoire de son équipe face à Zulte-Waregem (4-1). Belfodil, qui en train de retrouver ses sensations depuis son départ du club émirati

de Beni Yas, en est à son 7e but dont 3 en Europa League. Riyad Mahrez (Leicester City), élu meilleur joueur la saison dernière de la Premier league anglaise partage avec Belfodil la 2e place avec 7 buts dont 4 en C1. Le joueur algérien le plus en vue la saison dernière est en baisse de régime, à l'image des résultats enregistrés par les Foxes qui se trouvent à deux longueurs des places relégables. Son coéquipier à Leicester Islam Slimani, deuxième meilleur buteur la saison dernière du championnat portugais avec le Sporting Lisbonne (27 buts) a marqué 5 buts dont 1 en Ligue des champions. En dehors du continent européen, l'attaquant d'Al-Sadd

(Qatar) Baghdad Bounedjah est en train de faire parler la poudre en atteignant la barre de 10 buts, occupant ainsi la 1e place au classement des buteurs en compagnie du Marocain de Lekhwiya, Youssef Al-Arabi, et du Brésilien Romarinho d'Al-Jaïch. L'attaquant algérien de Courtrai (Div.1 belge) Idriss Saâdi, pressenti pour intégrer les rangs de l'équipe nationale en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon a marqué 9 buts ce qui lui permet d'occuper la 3e place au classement des buteurs de «Ligue Jupiler» en compagnie de Jelle Vossen (FC Bruges).

Belgique

Saâdi recule à la 3^e place au classement des buteurs

L'attaquant algérien du KV Courtrai, Idriss Saâdi a reculé à la 3 place au classement des buteurs du championnat de Belgique à l'issue de la 16e journée, clôturée dimanche soir. L'ancien stéphanois avait dominé ce classement pendant les huit premières journées, avec neuf réalisations, mais n'ayant plus consolidé ce capital depuis le 4 novembre dernier, il a reculé à la 2e place, puis à la 3e, à l'issue de cette 16e journée, ayant vu son équipe perdre (3-

0) chez La Gantoise. Le classement des buteurs du championnat est désormais dominé par le fer de lance d'Anderlecht, Teodorczyk, avec 12 réalisations, dont la dernière remonte à dimanche, lors de la large victoire contre Mouscron-Peruwelz (7-0). Un des sept buts d'Anderlecht a été inscrit par l'international algérien Sofiane Hanni, également impliqué dans un autre but, inscrit contre son camp par Matej Delac à la 28e minute de jeu. L'autre international algérien du cham-

pinat de Belgique, Ishak Belfodil, a fait mieux avec son équipe, le Standard de Liège, avec un but et deux passes décisives lors du précieux succès contre le leader Zulte-Waregem (4-1). Au classement de la Pro League belge, Anderlecht occupe la 6e place avec 28 points, soit cinq de moins que le leader, Zulte-Waregem, alors que le Standard de Liège est 7e, avec 25 unités, juste devant le KV Courtrai, 8e avec 24 points.

Championnat national militaire de tir au pistolet automatique

17 équipes en compétition à Mila

■ Dix-sept (17) équipes représentant les différentes unités et commandements de l'Armée nationale populaire (ANP), ont pris part lundi, au championnat national militaire de tir au pistolet automatique, dont le coup d'envoi a été donné, au siège de la septième brigade blindée (7ème BB) Chahid Messaoud Benhadj de la ville de Teleghma (Mila), par son commandant, le colonel Belgacem Guessisa. Le commandant de la 7è BB a mis en avant, au cours d'une allocution prononcée au nom du commandant de la 5è RM, lors de la cérémonie d'ouverture devant les délégations participantes, l'importance extrême des différentes compétitions sportives qui visent à hisser davantage

les prédispositions et l'aptitude militaire des éléments de l'ANP, et d'augmenter leur combativité, ainsi que de donner la meilleure image de l'Algérie lors de joutes internationales. Ce même officier supérieur, a appelé les compétiteurs à œuvrer pour une loyale compétitivité, tout en se concentrant au mieux pour réaliser de bonnes performances. Cette joute prévue sur quatre journées au champ de tir électronique du commandement de la 7ème BB de Teleghma, regroupe 51 tireurs et 9 tireuses, qui seront soumis, à des séries de tir de précision et de tir de rapidité, a indiqué le chef de service sport du commandement organisateur, l'adjudant Salim Boumaïla. Soulignant l'intérêt

particulier accordé par le Haut commandement de l'ANP pour le sport militaire, Boumaïla a noté que la 7ème BB a veillé notamment à la réunion de toutes les conditions matérielles et humaines nécessaires au succès de cette joute. Approchée par l'APS, l'adjudant chef, Mahmoud Ghoul, entraîneur et tireur à la fois au sein de l'équipe régionale de la 5 RM, a également mis l'accent sur les moyens qui ont été mis à la disposition des tireurs par la 7è BB de Teleghma pour leur permettre de parvenir à un niveau acceptable. Cette compétition permettra aux vainqueurs de participer par la suite à la coupe nationale militaire de la même spécialité, a-t-on ajouté.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Thaïlande

Le Parlement invite le prince à devenir le nouveau roi

Le Parlement thaïlandais a invité hier Maha Vajiralongkorn, fils du roi défunt, à devenir le nouveau monarque, après des semaines de flottement ayant suscité toutes les inquiétudes. Depuis le 13 octobre et la mort de son père, Bhumibol Adulyadej, considéré comme le ciment d'un royaume très divisé, le pays était en suspens. Plusieurs semaines après le "délai" demandé par le prince, l'attente a pris fin mardi : "J'invite le prince héritier Maha Vajiralongkorn à monter sur le trône pour devenir le roi du peuple thaïlandais", a déclaré Pornpetch Wichitcholchai, le président du Parlement, devant les députés nommés par la junte au pouvoir. Les députés se sont alors levés pour souhaiter "longue vie au roi", avant la levée de cette séance exceptionnelle. Un peu plus tôt, le conseil des ministres avait proposé le nom du nouveau roi. D'après le protocole, il reste maintenant une dernière étape: le président doit officiellement demander au monarque de monter sur le trône. "Le président de l'Assemblée nationale pourrait se voir accorder une audience royale" mercredi ou jeudi, a ajouté Prawit Wongsuwan, le vice-Premier ministre du gouvernement militaire en place depuis un coup d'Etat réalisé en 2014 au nom de la protection de la monarchie. La cérémonie de couronnement n'interviendrait toutefois probablement pas avant une année, après la crémation du corps du roi Bhumibol. Depuis des semaines, la date de la montée de sur le trône fait l'objet de toutes les spéculations. Celles-ci ne sont pas évoquées publiquement, en raison d'une loi de lèse-majesté très stricte menaçant de prison toute critique de la famille royale. Le prince Maha Vajiralongkorn est pour l'instant hors du royaume et serait d'après une source militaire en Allemagne, où il résidait la plupart du temps avant le décès de son père. Ses absences de Thaïlande et son "imprévisibilité" contribuent à la nervosité du palais et du gouvernement militaire, expliquent les analystes. Alors que les doutes sur la personnalité du prince héritier s'expriment à mots couverts, une journée d'allégeance à la monarchie, dite du "pouvoir de la loyauté", a été organisée la semaine dernière à travers tout le royaume, réunissant des dizaines de milliers de fonctionnaires, employés de banque, écoliers, et même stars de la télé-réalité. "Nous resterons loyaux envers tous les rois de la dynastie des Chakri jusqu'à notre mort", avait déclaré le chef de la junte, le général Prayut Chan-O-Cha, lors d'une grande cérémonie télévisée. Objet d'un intense culte de la personnalité depuis des décennies, son père le roi Bhumibol Adulyadej était largement considéré comme le ciment d'une nation très divisée. Mais son fils, dont les Thaïlandais commentent sous le manteau la vie privée tumultueuse, est loin d'avoir atteint sa popularité. D'après la junte, un million de personnes se sont rendues au grand palais de Bangkok pour s'incliner près de la dépouille du roi défunt. Et la ferveur est toujours très présente dans le pays. Dans les rues de Bangkok, plus d'un mois et demi après sa mort, la majorité des Thaïlandais continuent à s'habiller en noir, dans un pays habituellement très coloré. Jusqu'ici la régence a été assurée par le plus influent des conseillers royaux, Prem Tinsulanonda, âgé de 96 ans, chef de file de la vieille garde conservatrice, qui devrait rester puissante si le prince décidait de régner à distance, depuis l'Allemagne. La vieille garde a pour bête noire l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra et sa soeur Yingluck, dont le gouvernement a été renversé en 2014, au milieu des rumeurs de possibles liens entre Thaksin et le prince. **AFP**

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LES PIÉTONS QUI NE RESPECTENT PAS LE CODE DE LA ROUTE SERONT VERBALISÉS ?



Selon le Département d'Etat

La Libye rejoint la coalition anti-Daech



La Libye a officiellement rejoint la coalition internationale contre le groupe terroriste autoproclamé Etat Islamique (EI/Daech), a indiqué lundi le Département d'Etat dans un communiqué sanctionnant la réunion de cette alliance militaire à Washington. Les représentants des 68 pays membres de cette coalition «ont accueilli la Libye en tant que nouveau membre de la coalition, tout en notant les progrès qu'elle a accompli contre Daech, notamment à Syrte», a précisé le communiqué. Réunis au département d'Etat, les membres de la coalition ont mis l'accent sur l'importance de l'échange de renseignements qui a permis le démantèlement de plusieurs réseaux terroristes

de Daech, selon la même source. Au cours de cette réunion, Brett McGurk, l'envoyé spécial du président américain, Barack Obama, pour la coalition anti-Daech a présenté les derniers développements concernant la lutte contre l'organisation terroriste. Selon les données fournies par ce responsable, la coalition a réussi à «maintenir une pression maximale» sur cette organisation terroriste en récupérant 56% des territoires qu'elle occupait en Irak. McGurk a également fait le point sur les opérations menées pour libérer les villes irakiennes, Mossoul et syrienne Raqqa et a fourni des estimations actualisées sur le flux des combattants terroristes étrangers en Syrie et en Irak, dont le nombre s'est sensiblement réduit depuis

les deux dernières années.

Actuellement l'EI n'est pas en mesure «de reconstituer ses rangs ou de renforcer ses positions dans les territoires qu'elle occupe», selon McGurk.

La rencontre de la coalition s'est tenue en parallèle avec une autre réunion à Washington sur la lutte antiterroriste qui a rassemblé le chef du Pentagone, Ashton Carter, avec son homologue français, Jean Yves le Drian.

La réunion a eu lieu, alors que des informations rapportées dimanche soir par le Wall Street Journal font état d'une frappe aérienne menée par l'aviation militaire française dans le sud de la Libye qui aurait été couronnée de succès en éliminant le chef terroriste d'al Qaïda le plus recherché au Sahel, Mokhtar Belmokhtar. La frappe a été menée grâce aux renseignements fournis par les Etats-Unis à l'armée française, selon la même source.

La Maison-Blanche et le Pentagone ont refusé de commenter l'information. La conseillère pour la sécurité intérieure d'Obama, Lisa Monaco, s'est contentée de déclarer que la France était «l'un des alliés les plus efficaces pour faire pression sur l'Etat islamique, en Syrie, en Irak et en Afrique». **R. I.**

ACTU...

Mostaganem

15 cas de disparition d'enfants en une année

Les services de la Sûreté de wilaya de Mostaganem ont enregistré, cette année, 15 cas de disparition d'enfants n'ayant aucun lien avec un quelconque kidnapping, a-t-on appris lundi du chef de service de la police judiciaire. Le commissaire de police, Allal Chenaf, a indiqué, lors d'une conférence de presse au siège de la Sûreté de wilaya pour expliquer les nouveaux mécanismes adoptés par la direction générale de la Sûreté nationale en matière de lutte contre la disparition et rapt d'enfants, que ses services ont traité ces cas en un temps court, soulignant qu'il ne s'agissait que «de scénarios d'enlèvement relevant de l'imagination des enfants en question», affirmant que la wilaya de Mostaganem n'a enregistré aucun enlèvement d'enfants. Les fugues de mineurs sont dus à plusieurs raisons dont l'échec scolaire et la violence au sein de la famille, a-t-il précisé à ce propos. Une moyenne de 80 appels téléphoniques ont été enregistrés dans la wilaya de Mostaganem par jour via le numéro vert 104 pour signaler des cas de disparition d'enfants du 9 au 25 novembre en cours, a-t-il fait savoir ajoutant que «90% de ces appels voulaient uniquement tester cette nouvelle ligne et 10 autres pour avoir des explications sur cette ligne». Le commissaire de police Allal Chenaf a appelé à sensibiliser les familles et les parents sur l'importance du numéro vert 104, permettant de lancer une alerte et une intervention rapide.

Lutte antiterroriste

Semaine de sensibilisation en Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni qui se considère «hautement» menacé par le terrorisme, organise une semaine de sensibilisation contre ce phénomène depuis lundi. Le bureau national britannique de lutte contre le terrorisme, organisateur de la semaine de sensibilisation, a expliqué que cette action faisait partie d'une campagne menée par la police contre le terrorisme, visant à conseiller le public sur la façon de se protéger et protéger ses intérêts contre la menace partout et même sur le net. Le bureau relève que l'Internet «offre de nombreuses possibilités» pour les recruteurs, notamment parmi le public jeune ou vulnérable. Le public est appelé à collaborer en se rapprochant des services de sécurité et des autorités pour signaler toute information liée au terrorisme sur le Net, de même que des images et des vidéos. Le bureau de lutte contre le terrorisme rassure que les renseignements seront traités de façon anonyme et confidentielle. **R. I.**

Palestine

Mahmoud Abbas réélu à la tête du mouvement Fatah

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a été réélu à la présidence du mouvement de libération de la Palestine (Fatah) hier à l'ouverture du 7^{ème} Congrès du parti, a annoncé le porte-parole de ce rassemblement.

M. Abbas, 81 ans, a été reconduit à la tête du Fatah lors d'un vote «par consensus», a expliqué Mahmoud Abou al-Hija, lors d'une conférence de presse.

Le Fatah est la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en 1964 à El Qods occupée, regroupant alors les principaux mouvements nationalistes palestiniens et reconnue en 1974 par l'Assemblée générale de l'ONU et la Ligue arabe comme «l'unique représentant légitime du peuple palestinien».

Le comité exécutif de l'OLP est la seule instance habilitée à prendre les décisions engageant les Palestiniens, notamment dans le cadre du processus de paix avec l'occupant israélien.

Mahmoud Abbas dirige l'OLP depuis novembre 2004, après la mort du leader historique des Palestiniens, Yasser Arafat.

L'OLP chapeaute l'ANP (Conseil législatif), qui siège à Ramallah et a été instaurée le 1^{er} juillet 1994 au retour d'Arafat dans la bande de Gaza, après 27 ans d'exil, aux termes des accords d'Oslo (1993).

Le parti du président palestinien Mahmoud Abbas, le Fatah, réunit hier son premier congrès depuis sept ans, pour évoquer notamment les différentes initiatives de paix face à la colonisation israélienne qui se poursuit dans

les territoires occupés.

Le point d'orgue du Congrès sera l'élection à partir de vendredi de ses instances dirigeantes, le Conseil révolutionnaire - 80 membres élus et une quarantaine nommés - et le Comité central - 18 membres élus et quatre nommés par le président.

L'objectif du Congrès, explique Mahmoud Abou al-Hija, porte-parole du Fatah, est d'élaborer un programme politique et voir ce qu'il y a à faire face à l'impasse des négociations de paix israélo-palestiniennes. Le Fatah évoquera ainsi, assure-t-il, les différentes initiatives de paix de la France ou des pays arabes et la possible saisie du Conseil de sécurité de l'ONU face à la colonisation israélienne qui se poursuit dans les territoires occupés. **R. I.**